

classes
E AUSTRAL

Visées économiques sur la « tierce Afrique »

d'une exploitation plus méthodique des « tiers Africains », en opposition à l'Afrique du Nord arabe et à l'Afrique noire de centre.

La formation d'un « marché commun de l'Afrique méditerranéenne » englobant tous les Etats africains situés au sud du Sahara et de la Turquie, apparaît officiellement à promouvoir un développement harmonieux des Noirs et des Blancs, devant en réalité tourner à la République Sud-Africaine un réservoir de main-d'œuvre plus vaste et un marché élargi au-delà de ses propres frontières. Projet identique à celui des bantoustans, donc une fondation et sa finalité, et qui devait puissamment contribuer à désamorcer la crise économique et politique en Afrique du Sud. Mais sa réalisation suppose que l'ensemble des Etats noirs de la région acceptent de « s'insérer » au marché commun — ce qui exclut l'arrivée au pouvoir de régimes révolutionnaires — et que la communauté noire dans sa majorité reconstruise à l'Afrique du Sud son rôle de puissance africaine. Les tentatives pour le faire aboutir ont été contrariées par l'invasion de l'Angola et par la politique de « dialogue ». La première a échoué. La deuxième est compromise.

« Nous sommes des nationalistes sans nation », aimait à répéter Amilcar Cabral. Le mouvement qui aboutit à l'indépendance de la quasi-totalité des pays de l'Afrique noire, dans les années 1960-1969, traduit beaucoup plus l'aspiration des Noirs à s'élever sur colonisateurs les rôles du pouvoir que la volonté de mener

des nations préindustrielles à une indépendance réelle. Les petites bourgeoisies qui, en général, dirigeaient ces régimes « nationaux », jouissant sur cette sensibilité pour obtenir une adhésion des populations. Elles se sont transformées, en bourgeoisie privée et, surtout, en bourgeoisie d'Etat, se chargeant de faciliter l'intégration des nouvelles nations au système économique occidental. Si elles ont largement profité de la fin du colonialisme, les populations africaines, dans leur grande majorité, n'ont guère vu leur niveau de vie améliorer. L'unité gagnée lors des luttes anticoloniales est en train de s'effriter. Les discours « rationalistes » ou « anti-impérialistes » des dirigeants, leurs appels à l'« authenticité », et à l'« africanisation » sonnent de plus en plus creux tandis que les structures traditionnelles se voient démantelées par l'emprise croissante des modes de production modernes, sans qu'il en résulte un développement économique réel. Au fur et à mesure que les stratifications sociales s'effritent, les régimes tombent et de nouveaux conflits s'éclatent.

Cette phase précoce de révolution du continent noir, des mouvements révolutionnaires ont, après quinze ans de lutte armée, conquis un pouvoir qu'ils veulent exercer à d'autres fins.

En Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola, les dirigeants entendent apporter la preuve que la constitution d'une bourgeoisie nationale n'est pas nécessaire à un véritable développement mais qu'elle constitue elle-même l'empêchement. Ils ont pour eux un fort appui par un parti révolutionnaire et intellectuels révolutionnaires, un véritable développement est possible s'il est assuré aux fins de l'économie occidentale, s'il s'appuie sur une véritable mobilisation populaire et s'il s'accompagne d'une révolution culturelle.

En Angola, Amilcar Cabral appelait « la naissance d'un homme nouveau » ce que Samora Machel a défini comme la « décolonisation mentale ».

Hors des structures hiérarchiques des bourgeoisies nationales pourrissent donc prendre corps. Et ses dernières en ont très bien senti les dangers.

Sacrifier les « petits Blancs » ?

Pendant les prochaines années, le principal champ de cette bataille se situera en Afrique australe, et particulièrement dans la République Sud-Africaine. Celle-ci est confrontée à une évidence : la majorité des « développements multinationaux ». Le régime de Pretoria devra être en mesure de faire face à la situation. Dès l'explosion des guerres et les progrès de la guérilla au Zimbabwe ont effrayé M. Vorster à sacrifier la suprématie de la minorité blanche de Rhodesie ou s'il portait pour tout à bout de bras depuis qu'elle avait été mise au ban des nations.

Pour la première fois, la minorité blanche a été mise en échec. Pour la première fois aussi, le pouvoir a reculé après les années ; l'engagement anticolonial n'est plus prévu et les Noirs, dans certaines conditions, l'indépendance de devenir propriétaires de leur maison.

Mais quelles peuvent être les conséquences de ces mesures alors que seul un véritable « new deal », appliqué vite et énergiquement, pourrait peut-être encore éviter le drame ? C'est tout, l'Etat du monde blanc n'est possible que tant que la division du monde non blanc, l'alliance sociale au début de ce siècle entre la classe ouvrière (blanche) et la bourgeoisie sud-africaine ne peut durer qu'autant longtemps que la division des Noirs entre eux, doublée de la division entre Noirs, Mété et Indiens, permet le maintien d'un système de surprotection.

Or, les premières leçons apprennent. Ces voix s'élèvent pour demander l'abolition de la formation d'une bourgeoisie noire et de la promotion des métis et des Indiens. Air dépense de qui, si ce n'est des privilèges de la classe ouvrière blanche ? Le capital international et plus encore le capital international — dont les investissements en Afrique du Sud sont considérables — accentuent leurs pressions pour essayer de sauver l'essentiel, quitte à brader les intérêts des « petits Blancs ». A l'intérieur du monde blanc, une force favorable à l'évolution existe donc. Mais quelles chances a-t-elle de se faire entendre et jusqu'où en-t-elle prêts à aller ?

Les « petits Blancs » voient massivement pour le parti national au pouvoir, alors que les représentants des milieux d'affaires, favorables à un changement, siègent sur les bancs de l'opposition. Comment les dirigeants de Pretoria sacrifieraient-ils les intérêts de leurs propres électeurs et restaureraient-ils ce « new deal » alors qu'ils ont manqué, après Sharpeville, la coche de la décolonisation et que les réformes « radicales » exigées par l'opposition datent d'un autre âge ? Le parti progressiste, élu à l'extrême gauche de l'échiquier politique légal, avance toujours comme solution aux problèmes de l'Afrique du Sud l'instauration d'un vote censitaire basé sur l'instruction ou la richesse. En Afrique du Sud, la monarchie politique du monde blanc n'a toujours pas franchi le seuil du XX^e siècle.



CAVALIERS BOERS DURANT LA GUERRE DU TRANSVAAL. La mentalité politique des Boers n'a pas franchi le seuil du XX^e siècle. (Cliché Roger Viollet.)

Expulsion de l'impérialisme en Afrique. Le renforcement de la contradiction entre peuple et impérialisme, l'intensification de la bataille entre les intérêts du peuple et les intérêts de l'ennemi, conduisent nécessairement à des déficiences élargies de l'ennemi et, par voie de conséquence, à une reconsolidation des alliances.

du Sud, la monarchie politique du monde blanc n'a toujours pas franchi le seuil du XX^e siècle. A l'inverse, il faut évaluer à leur juste valeur les capacités de l'opposition raciale. Le slogan de « pouvoir blanc » opposé à l'actuel « pouvoir blanc » est très significatif du climat politique dans lequel baignent les électeurs. Ils se contentent toujours dans un champ d'affrontement racial, à se prêter aux apparences et non aux fondements. La contrainte n'est éternelle. Dans toutes les luttes de libération nationale en Afrique, les dirigeants issus de la petite bourgeoisie ont d'abord posé le problème de la libération des opprimés en des termes beaucoup plus étonnants que politiques. Seul l'entêtement des oppresseurs a obligé cette avant-garde à s'aligner sur le message des opprimés et à se radicaliser dans le dynamisme des combats quotidiens. En Afrique du Sud, la route qu'a jouée ailleurs le paysanisme pourrait être tentée par le prolétariat urbain. Les dernières grèves témoignent que la jonction entre la classe ouvrière non blanche et les intellectuels ou en train de se le faire, tandis que la masse des paysans semble pour le moment se situer en dehors des affrontements.

Dans une deuxième étape, un front, une organisation, pourrait se constituer pour définir une stratégie de libération et lever les bases d'une organisation populaire. L'A.N.C. et le P.A.C., qui ne semblent pas avoir

RENÉ LEFORT

Le défi des régimes révolutionnaires

La division de l'O.A.U. à propos de l'effaire anglo-saxonne et l'appel d'un certain nombre de chefs d'Etat africains adhésivement à Pretoria pour qu'il annule l'Angola en tant que le premier pas vers la paix. Mais le M.P.L.A. et le Frelimo posent aussi de redoutables problèmes à l'Afrique du Sud.

On a beaucoup parlé sur la base arrière que l'Angola et le Mozambique pourraient offrir à une guérilla. Cette possibilité, largement exploitée au Zimbabwe (Rhodésie), ne semble pas toutefois devoir être utilisée rapidement en direction de l'Afrique du Sud. Les enseignements de leur propre histoire ont appris au Frelimo et au M.P.L.A. que le déclenchement de la lutte armée n'était possible que si certaines conditions politiques et organisationnelles étaient réunies : une mobilisation populaire assez large et profonde pour que la guérilla dispose d'un minimum de soutien, et la constitution d'un mouvement capable

de diriger de l'intérieur même du pays la lutte armée.

Or, les opposants en Afrique du Sud n'en sont pas là. Mais, à long terme, d'autres facteurs rendent la cohabitation entre le régime blanc gouvernant du Sud et l'Angola et le Mozambique révolutionnaires difficile, et ce n'est pas impossible. Qui cède de Pretoria, les structures de l'Angola et du Mozambique s'en accommodent et s'investissent, si elle s'agit de porter un coup sévère à l'économie sud-africaine et d'élargir du même coup sa crise intérieure. Ces voix s'élèvent pour demander l'abolition de la formation d'une bourgeoisie noire et de la promotion des métis et des Indiens. Air dépense de qui, si ce n'est des privilèges de la classe ouvrière blanche ? Le capital international et plus encore le capital international — dont les investissements en Afrique du Sud sont considérables — accentuent leurs pressions pour essayer de sauver l'essentiel, quitte à brader les intérêts des « petits Blancs ». A l'intérieur du monde blanc, une force favorable à l'évolution existe donc. Mais quelles chances a-t-elle de se faire entendre et jusqu'où en-t-elle prêts à aller ?

Les « petits Blancs » voient massivement pour le parti national au pouvoir, alors que les représentants des milieux d'affaires, favorables à un changement, siègent sur les bancs de l'opposition. Comment les dirigeants de Pretoria sacrifieraient-ils les intérêts de leurs propres électeurs et restaureraient-ils ce « new deal » alors qu'ils ont manqué, après Sharpeville, la coche de la décolonisation et que les réformes « radicales » exigées par l'opposition datent d'un autre âge ? Le parti progressiste, élu à l'extrême gauche de l'échiquier politique légal, avance toujours comme solution aux problèmes de l'Afrique du Sud l'instauration d'un vote censitaire basé sur l'instruction ou la richesse. En Afrique du Sud, la monarchie politique du monde blanc n'a toujours pas franchi le seuil du XX^e siècle.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés.

À partir de Londres, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.

AIR ALGERIE

REPERES

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

Numéro 37

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR LE PROGRAMME COMMUN

En vente dans les kiosques : 10 F

ABONNEMENTS :

France et pays de l'Europe Communautaire française (dont Algérie)	100 F
Allemagne	120 F
Autres pays étrangers	150 F

13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS
C.C.P. 34.875.20 J - LA SOURCE

ARMORIAL

GRAVEUR MAROQUINIER

28, FAUB^o S^t-HONORE - 28, AV. VICTOR-HUGO
27^{me}, BOUL^o RASPAIL - PALAIS DES CONGRES P^{te} MAILLOT PARIS

Vient de paraître aux Editions Cujas

Kadhafi

le livre vert

LA SOLUTION DU PROBLEME DE LA DEMOCRATIE

هكذا من الأصل

LE PART COMMUNISTE, L'UNION SOVIÉTIQUE

Pour le France, (...) une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée (...) L'heure actuelle (...) Il n'y a pas de proposition de social-démocratie pour la France (...) Je crois que, s'il y avait une proposition social-démocrate en France, elle serait (...) beaucoup plus de support que la proposition du programme commun (...) Si le moment venu (une alternance social-démocrate) était proposée, l'ensemble qu'elle pourrait exercer l'instabilité de notre cadre institutionnel et de notre conception de la société.

Alors d'écarter M. Valéry Giscard d'Estaing le 10 octobre. De tels propos signifient-ils que l'alternance ne serait pas acceptée avec le programme commun ? Au moins disent-ils clairement qu'une telle alternance serait incompatible avec le cadre institutionnel et notre conception de la société. Alors qu'une campagne de développement sur ce thème, il n'est pas sans intérêt d'examiner les arguments de ceux qui, au contraire, pensent que le programme commun légitimerait l'appareil de l'Etat bourgeois et le pouvoir du capital. C'est la thèse que développe Jacques Valier, professeur de sciences économiques à l'université de Paris X, directeur de la revue Critiques de l'économie politique.

Le P.C.P. souligne très fréquemment que, au-delà de la crise cyclique de surproduction particulièrement importante que connaît l'économie capitaliste en 1975-1976, se manifeste une crise durable du système capitaliste : c'est la crise de suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) qui commença en 1967-1968, marquant l'ouverture de ce que le P.C.P. appelle une longue période de suraccumulation durable (1).

A cet égard, on soulignera que, dans la littérature communiste, en U.R.S.S., au C.M.E. (2), fut développée, dans un premier temps, la thèse centrale sui-

vante : de nos jours, la contradiction essentielle, posant un rôle déterminant dans la lutte des classes, n'est plus entre le capital et le travail, mais entre les deux systèmes mondiaux, capitaliste et socialiste. Mais on maintient que la contradiction essentielle de notre époque est la contradiction entre les deux systèmes, et que celle-ci a l'ordre du jour l'instauration de « démocraties avancées », présentées comme phases de transition au socialisme.

Dans les faits, au-delà du verbalisme sur la transition au socialisme, le soutien de gouvernements bourgeois en place en Europe occidentale, la préférence pour exemple ouvertement accordée à M. Giscard d'Estaing durant la campagne présidentielle, tendent à expliquer que la crise est une analyse. On voit, en effet, qu'elle est simplement une fonction idéologique, justifier la politique de « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire, en définitive, justifier le maintien de l'ordre bourgeois dans les pays capitalistes, en expliquant que la crise est due à la bourgeoisie et non à la classe ouvrière.

De cette analyse découle logiquement la conclusion selon laquelle le capitalisme était entré dans une phase longue de consolidation. De ce fait, ce n'était pas la révolution sociale qui était à l'ordre du jour, mais simplement une « limitation du pouvoir des monopoles » et une « dé-mocratisation » de l'Etat.

Cependant, la crise durable du système capitaliste et le développement spectaculaire, en Europe occidentale, de la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

À partir du moment où la crise durable du système capitaliste, on pourrait s'attendre, pour la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

ème capitaliste et de l'Etat bourgeois. C'est en fait, à ce point, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

Dans un deuxième temps, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

À partir du moment où la crise durable du système capitaliste, on pourrait s'attendre, pour la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

ème capitaliste et de l'Etat bourgeois. C'est en fait, à ce point, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

Dans un deuxième temps, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

À partir du moment où la crise durable du système capitaliste, on pourrait s'attendre, pour la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

ème capitaliste et de l'Etat bourgeois. C'est en fait, à ce point, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

Dans un deuxième temps, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

À partir du moment où la crise durable du système capitaliste, on pourrait s'attendre, pour la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

ème capitaliste et de l'Etat bourgeois. C'est en fait, à ce point, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.P. Elle est présentée sous la forme d'un développement logique, qui est dû conjointement à la politique des monopoles, qui ont le pouvoir de la suraccumulation durable liée à la crise du C.M.E. (le grand capitalisme monopolistique d'Etat) en 1967-1968, allaient contredire ces thèses capitaliste et de l'Etat bourgeois.

AU-DELA DES DOGMES ET DE LA CRITIQUE INTÉMPORÉLLE

Vers un renouveau du marxisme en économie

L'a critique de l'économie politique est un des fondements du marxisme. Mais ne faut-il pas se demander si elle ne peut pas être remise en cause en tant que critique, misanthropisme et avec un acharnement sans pitié, une grande partie de la littérature économique de ce temps ? Paradoxalement, c'est pourtant un domaine qui est resté presque intact, dans les points faibles de la réflexion sociale et révolutionnaire. Tout est largement basé comme à l'habitude sur des schémas préétablis, et les auteurs se contentent de reprendre à la lettre certaines affirmations des classiques, sans jamais se préoccuper de remettre en question ou de reconstruire dans tous les vagues la démarche intellectuelle qui a conduit à ces conclusions. Les auteurs de ces ouvrages ne se préoccupent pas de la rigueur scientifique, ils se contentent de reproduire les schémas préétablis, et les auteurs se contentent de reproduire les schémas préétablis, et les auteurs se contentent de reproduire les schémas préétablis.

De ce point de vue, il faut valoir la parution en France du premier tome du livre de Roman Rodsky, le *Genèse du capital* chez Kaila (3). Il s'agit en fait d'une étude très soignée des fameux Grundrisse qui permet au lecteur de mieux saisir comment Marx a mis au point ses catégories et comment il a construit son système. Toute la distance qui sépare Marx de ses dévotionnels et de ses contemporains est par là fort bien mise en lumière. Il est un peu plus clair que Marx envisageait abstraitement la question de la valeur-travail, et non pas, comme à l'habitude, d'après la valeur-travail en particulier, mais la discipline qu'il développe à propos de la valeur-travail est particulièrement intéressante. On voit l'ensemble de l'édifice théorique des catégories de Marx, et on voit comment il a construit son système. Toute la distance qui sépare Marx de ses dévotionnels et de ses contemporains est par là fort bien mise en lumière. Il est un peu plus clair que Marx envisageait abstraitement la question de la valeur-travail, et non pas, comme à l'habitude, d'après la valeur-travail en particulier, mais la discipline qu'il développe à propos de la valeur-travail est particulièrement intéressante.

Une telle étude de Rodsky nous fournit-il pas toutes les clés pour comprendre le pourquoi de cette transformation d'une simple étude sur la valeur-travail en une perspective idéologique, mais il permet de saisir les aspects essentiels de l'analyse marxienne, la mise en évidence de l'insuffisance du rapport social de production à l'égard des individus qui sont les supports, la dynamique apparentement autonome qui s'instaure aux dépens des individus de la production sociale. Les catégories abstraites de l'économie politique sont ainsi mises à nu, et on voit comment elles ont été construites, comment elles ont été construites, comment elles ont été construites.

Une telle étude de Rodsky nous fournit-il pas toutes les clés pour comprendre le pourquoi de cette transformation d'une simple étude sur la valeur-travail en une perspective idéologique, mais il permet de saisir les aspects essentiels de l'analyse marxienne, la mise en évidence de l'insuffisance du rapport social de production à l'égard des individus qui sont les supports, la dynamique apparentement autonome qui s'instaure aux dépens des individus de la production sociale. Les catégories abstraites de l'économie politique sont ainsi mises à nu, et on voit comment elles ont été construites, comment elles ont été construites, comment elles ont été construites.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

des différences entre les compositions organiques des capitaux d'un secteur à l'autre, des écarts de productivité entre les différents secteurs, des écarts de productivité entre les différents secteurs, des écarts de productivité entre les différents secteurs.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

monopoles. Dans un chapitre très brillant, il montre d'abord que le secteur des armements, le plus avancé techniquement, est celui qui connaît la plus forte décadence, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

monopoles. Dans un chapitre très brillant, il montre d'abord que le secteur des armements, le plus avancé techniquement, est celui qui connaît la plus forte décadence, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Le capital, qui est lui-même un rapport social, se donne ainsi pour un ensemble de choses et de personnes, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

Il est marxiste en critique de l'économie politique, et on voit comment il a été construit, comment il a été construit, comment il a été construit.

CRISE

EN PERIL

مركز البحوث
والدراسات

هك اهن الامل

des travailleurs en vue de la destruction de l'Etat bourgeois. On sait que tel n'est pas le but fixé ;

d) L'existence de l'Etat bourgeois, d'un secteur public toujours soumis aux lois de la valorisation capitaliste, et d'un important secteur privé (en partie monopolistique) rend enfin absurde l'idée que la « logique des besoins » serait dominante et affecterait le secteur privé lui-même.

Au total, l'application du programme communiste, à partir du moment où elle permet l'existence de l'état bourgeois, ne peut que servir les intérêts de la bourgeoisie. Elle ne saurait permettre d'instaurer une société de transition au socialisme et ne saurait constituer une étape vers le socialisme (qui implique préalablement la prise du pouvoir par les travailleurs, la destruction de l'état bourgeois), mais ne constitue même pas une étape vers la prise du pouvoir. Ce que l'on peut, à cet égard, reprocher à la démocratie chrétienne, c'est qu'elle considère que la prise du pouvoir n'est pas d'être une étape vers la prise du pouvoir mais de s'en passer. Elle ne voit que la prise du pouvoir, mais elle ne voit pas, tout au long de la route, les obstacles que l'on peut rencontrer, notamment ceux que l'on peut rencontrer dans la lutte pour la prise du pouvoir (exemple du Chili). A moins que, comme elle le se voit imposer avec la prise du pouvoir, elle ne considère la lutte préventive, c'est-à-dire l'intervention dans la lutte pour la prise du pouvoir, comme une mesure d'urgence. C'est cette politique qui

s'annonçait de façon éclatante durant la campagne présidentielle : le P.C.F. expliquait-il, par exemple, qu'avec un tel gouvernement, s'il était élu, il faudrait savoir modérer les revendications (par exemple, accepter un SMIC à 1 200 francs, alors qu'à la veille de la mort de G. Pompidou, MM. Géguy et Maire expliquaient que les travailleurs ne pouvaient pas vivre décemment avec moins de 1 500 francs par mois), et mettre l'accent sur l'augmentation de la production et de la productivité ?

Après l'élection de M. Giscard d'Estaing, le P.C.F. allait affecter de baisser le ton en matière de revendi-

Augmentation de

cations, mais pour opérer un nouveau glissement par rapport à la lutte contre la crise, l'homme en effet, les diverses théories *invariantes*. Il ne va plus tant s'agir de changer de gouvernement, que de faire pression sur lui pour qu'il adopte une autre politique permettant sinon de sortir de la crise, du moins de lutter contre ses effets et même de *commencer à en sortir*. A cet égard, les propositions faites par le P.C.F. depuis 1974 ont en fait eu moins de succès que de lutte en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, et de propositions (ilustrées pour partie) de gestion différentes du système capitaliste.

tations de salaires est, bien évidemment, une nécessité absolue, par conséquent il faut réduire, voire qu'elles-mêmes, et indépendamment des mesures de « récupération », elles puissent être bénéfiques pour le développement de l'économie capitaliste.

Il est vrai que le P.C.F. ajoute toujours que, pour consolider les hausses de salaires et leur aspect « bénéfique » pour le développement de l'activité économique, il faudrait arracher au régime un certain nombre de nationalisations. Nouvelle illusion qui consiste à faire croire que, sans la nationalisation, le développement serait possible d'après une nouvelle

« **logique de développement** ». En reprochant au P.S. de proposer un programme de gouvernement alors, que le P.C. n'a même pas l'adhésion d'actualité, il démontre sa volonté de ne pas remettre en cause, sans attendre, la légitimité du régime en place, qui (pas moins que celle du P.S.) est une politique de collaboration de classe, qui a permis au régime d'œuvrer en faveur de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, et de la mise à bas du régime Giscard, alors qu'une majorité est en place. Le gouvernement au P.C. et au P.S.

Nous sommes ainsi amenés à rappeler les raisons qui ont conduit les délégués arrivés à propos des analyses des

dirigeants de l'U.R.S.S. Il faut, certes, souligner auparavant que nous assistons à l'heure actuelle, au moment où se développe, notamment en Europe occidentale, une puissante montée des luttes de classes, à une profonde exacerbation de la crise du stalinisme, à un éclatement du bloc stalinien international, illustré encore récemment, à la dernière conférence des P.C., par l'impécable de l'U.R.S.S., à imposer ses vues, — et à une accélération du processus d'adaptation des P.C. à leur propre bourgeoisie.

Les critiques récentes des dirigeants du P.C.F. à l'égard de l'U.R.S.S. s'exposent dans ce cadre, mais, quelle que soit la validité de ces critiques, elles ne sont pas pour objectif, et définitivement, la défense de l'ordre bourgeois qui, concrètement, peut prendre des formes très diverses.

Solt le soutien à des gouvernements en place, comme celui de M. Giscard d'Estaing :

C'est le pouvoir de P.C. dans le cadre de gouvernements qui restent encore bourgeois par leur programme et des programmes devrait apparaître encore plus clairement à travers les efforts faits par les partis ouvriers pour faire passer au premier plan une démocratie chrétienne en Italie, monarchistes libéraux et démocrates sociaux en Espagne, ou socialistes de gauche et German, pent-etre fraction des gaullistes en France, etc.). Ce ne sont pas de telles coalitions, ni surtout de tels soutiens, qui peuvent servir de sortie de la crise du capitalisme.

La Grande-Bretagne est-elle «au bout de la route»?

Il y a six dixièmes qu'une chose de fascinant dans l'observation d'un pays étranger, il y a pas et tout le temps la plus palpitante au monde, qui a maintenu intacte — aussi bien à l'intention de l'étranger que de son propre peuple — les frontières de la curiosité. Et c'est, à ce même temps, semble glisser lentement vers la catastrophe économique. Le décalage est total entre l'impression de sérénité comme que l'on reçoit de l'Europe visible dans les livres et univers de la grande entreprise et la lecture des « voyants » économiques, porteurs de nombres sinistres : chute de la livre, déficit en commerce extérieur, montés de chômage. Dans la France d'aujourd'hui, on ne peut pas se faire du parti conservateur; l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, usait d'un vocabulaire apocalyptique : « La Grande-Bretagne est maintenant en train de se précipiter vers la catastrophe », disait-il, « la catastrophe des paiements imbalances ».

La disunion universitaire et journalistique sur la Grande-Bretagne restée ce pessimisme des milieux dirigeants. Il est bien, enfin, le temps où le modèle du bi-partisme britannique apparaît comme l'idéal politique à atteindre. Mais les choses ne se passent pas ainsi. Les milieux de la presse ont été les premiers à se rendre compte de la situation. Ils ont constaté aujourd'hui qu'il est gaffé. Quant aux références des commentateurs de droite à « l'exemple » des syndicats britanniques (et allemands et américains, bien sûr) pour nous encourager à nous organiser, ils ont été démentis par les faits, elles risquent de constituer un boomerang à tout moment, car rien ne peut garantir — surtout après la grève des mineurs de l'hiver 1973-1974 — que la classe ouvrière va continuer à s'organiser et à se défendre.

Il est évident que le poids principal n'est donc pas dans les idées, mais dans le fait de réaliser toutes les idées reçues sur le Royaume-Uni.

actuelle : l'hébergement des investisseurs dans le secteur productif (500 millions par habitant en 1972 contre 800 en France et 1 400 en R.F.A.) ; productivité nettement en-dessous de la moyenne européenne (26 à 38 %) ; absence de politique économique à long terme. Il n'est pas plus tendre pour la situation politique, marquée par un effacement du Parlement, le renforcement considérable des pouvoirs du premier ministre, la perte de légitimité de la-partenaire avec le système électoral en vigueur, chacun des deux grands partis travailliste et conservateur se perdant tranquillement le pays sans jamais

For BERN

avoir la majorité absolue des suffrages, encore moins de l'électorat). Enfin, il souligne que la politique étrangère du Royaume-Uni n'est qu'une application de la ligne décidée à Washington. Sommes-telles, pour ces raisons, que vous ne considérez pas le pétrole comme le facteur le plus important de la guerre ? Il faut du pétrole pour la mer du Nord qui devrait rendre la Grande-Bretagne auto-suffisante en matière énergétique dès 1980. Extrapoler les analyses, résoudre miracle, qui peut sauver le monde, l'extrême. François Delmas nous dit qu'il croit que la Grande-Bretagne tient là la chance unique, providentielle, de remettre en ordre son appareil productif à l'abri de malices de services que lui procureront (ou lui éviteront de dépenser) le pétrole et le gaz naturel. Saura-t-elle la saisir ?

infantes — froissant entre l'observation du présent et l'irrévérence d'un bœuf qui l'empêche d'égoutter son sang — respirant parfois une atmosphère quelque peu délicate — mais qui s'appuie sur les données les plus récentes. Même analyse en gros que François David, mais une conclusion carrément optimiste, que Fou errait, même moins redoublée en style éculé des discours d'après-guerre. On rappelle amplement, mais tous les jours, debout et blâmant, que l'homme n'est pas nouvelle, nous l'appelons que l'homme, en lieu de se laisser emporter par la fatalité, peut et doit, si dur que cela soit, forger son destin. »

D CASSIN

Avec le *Symphonie politique* britannique (5) Monica Chabot apporte une nouvelle contribution du grand talent aux études anglaises en France. Cet ouvrage est un guide détaillé du fonctionnement de nos institutions politiques d'outre-Manche, chapitre après chapitre traité complétement par une bibliographie commentée et des documents. Intéressants précéder pour les étudiants, les professeurs et les journalistes. Mais ce n'est pas que cela. Monica Chabot n'est pas une universitaire laïque, détachée de l'objet de sa recherche. Rappelant que « l'Anglais est un pays où l'on est libre, où l'on se sent libre, où l'on a l'habitude de rester libre », elle nous donne ses préférences idéologiques quand il s'agit de répondre à la question : « qui gouverne la Grande-Bretagne ? ». Sans explications

ment ». Le Système politique britannique n'est pas non plus un ouvrage tiré hors du temps et de la crise. Tout en analysant méticuleusement les rouages d'un mécanisme qu'elle admire, Monica Charlot craint néanmoins que son fondement même « le consensus, l'accord général et tacite sur lequel est fondé son fonctionnement jusqu'alors harmonieux ne soit en train de se briser ».

A l'issue d'un brillant frégasse de la Grande-Bretagne, le 10^e juin 1976, à bord du *Bahadur*, commandé par le capitaine David, un officier britannique et son épouse ont été accueillis par une foule de matelots et de femmes de troupe. Le capitaine a été salué par les matelots et les femmes de troupe. Le capitaine a été salué par les matelots et les femmes de troupe.

Quatre années, quatre compromissions, un contact en un regret profond idéologique. L'histoire est connue : le capitaine David, un officier britannique, s'est marié avec une femme anglaise en 1970. En 1974, il a été nommé commandant du *Bahadur*. En 1976, il a été promu capitaine. En 1978, il a été promu lieutenant-colonel. En 1980, il a été promu colonel. En 1982, il a été promu général. En 1984, il a été promu feld-marshall. En 1986, il a été promu prince de Galles. En 1988, il a été promu roi des Indes. En 1990, il a été promu empereur du Japon. En 1992, il a été promu pape. En 1994, il a été promu Dieu. En 1996, il a été promu Saint-Esprit. En 1998, il a été promu Jésus-Christ. En 2000, il a été promu Dieu vivant. En 2002, il a été promu Dieu unique. En 2004, il a été promu Dieu tout-puissant. En 2006, il a été promu Dieu éternel. En 2008, il a été promu Dieu immuable. En 2010, il a été promu Dieu invisible. En 2012, il a été promu Dieu insaisissable. En 2014, il a été promu Dieu invincible. En 2016, il a été promu Dieu inviolable. En 2018, il a été promu Dieu invictible. En 2020, il a été promu Dieu invaincu. En 2022, il a été promu Dieu invicible. En 2024, il a été promu Dieu invictissimè.

(1) François David, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, éd. Grasset, 1976.
(2) André Dubreuil, *Ressources en Anglais*, éd. Grasset, 1976.
(3) André Dubreuil, *Ressources en Français*, éd. Grasset, 1976.

FRANÇOIS DAVID s'y emploie dans *Antopole* de la Grande-Bretagne (1). L'auteur relève d'abord les facteurs d'explication de la crise

Dans *Messieurs les Anglais* (2), René Dabernat compose, d'un pays qu'il affectionne visiblement, un tableau constamment nourri de réflexions et d'intuitions personnelles — parfois même

llame des centres de décision tout en reconnaissant qu'« il reste dans la société et le régime britanniques de quoi nourrir la thèse de l'existence d'une classe dirigeante ou d'un établis-

(4) François Bédarida, *La Société anglaise 1831-1873*, Arthaud, Paris, 1976, 382 pages, 75 F.

[illegible]

ASSE, l'historien et militant socialiste, a été élu député de la Seine par le vote des réformes sociales. Il a été élu député de la Seine par le vote des réformes sociales. Il a été élu député de la Seine par le vote des réformes sociales.

[illegible][illegible]

Paris **MDEN ROC**
Situations exceptionnelles
Le Baie des Milliardaires
Les PIEDS dans L'EAU
PROPRIETE Style
Ancien à rénover
Living - Réception - 3 chambres
K.M. 93.93 - 704.85.98

travaux longs et constants
sur le livre de Lamine sur l'im-
portance caractéristique une période
sans rappeler par bien des
choses nous vivons. Les recher-
ches de la revue sont
à leurs articles courts et
Quatre numéros par
de Solide, 1, rue de Médicis,

5. Un numéro hors série
Observateur : ATLASECO,
place aux textes de pré-
sentation des tableaux statistiques exposés
économique et politique

<p>me compense méro paru une Mital- de l'indé- ste. 16 F. ria.)</p> <p>du Nouvel il fait large don et aux les attention chaque pays.</p>	<table border="0"> <tr><td>1 SEYFOLIQUE</td><td>Fête du rinde</td></tr> <tr><td>CENTRAFI-</td><td>dance</td></tr> <tr><td>CAINE</td><td></td></tr> <tr><td>SOBRETS</td><td>Fête nationale</td></tr> <tr><td>ARABES UNIS</td><td></td></tr> <tr><td>5 THAILANDE</td><td>Aniversaire roi</td></tr> <tr><td>6 FINLANDE</td><td>Fête de l'indé- dence</td></tr> <tr><td>11 HAUTE-VOLTA</td><td>Fête nationale</td></tr> <tr><td>13 KENYA</td><td>Aniversaire l'indépendan</td></tr> </table>	1 SEYFOLIQUE	Fête du rinde	CENTRAFI-	dance	CAINE		SOBRETS	Fête nationale	ARABES UNIS		5 THAILANDE	Aniversaire roi	6 FINLANDE	Fête de l'indé- dence	11 HAUTE-VOLTA	Fête nationale	13 KENYA	Aniversaire l'indépendan
1 SEYFOLIQUE	Fête du rinde																		
CENTRAFI-	dance																		
CAINE																			
SOBRETS	Fête nationale																		
ARABES UNIS																			
5 THAILANDE	Aniversaire roi																		
6 FINLANDE	Fête de l'indé- dence																		
11 HAUTE-VOLTA	Fête nationale																		
13 KENYA	Aniversaire l'indépendan																		

14-30 NOVEMBRE	
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Anniversaire de l'indépendance
24 ZAÏRE	Fête nationale
25 EL SALVADOR	Fête nationale
26 MAURITANIE	Fête nationale
28 ALBANIE	Fête nationale
29 YOUGO-SLAVIE	Anniv. de la procl. de la République liste fédérative
1 ^{er} -15 DÉCEMBRE	
1 REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Fête de l'indépendance
2 ÉMIRATS ARABES UNIS	Fête nationale
5 TRAILLADNE	Anniversaire du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
11 HAUTE-VOLTA	Fête nationale
12 KENYA	Anniversaire de l'indépendance

L'ÉGYPTE et l'ouverture politique

Le retour au libéralisme économique impliquait une forme de multipartisme qui sert les aspirations conservatrices et contraind les courants de gauche à préciser leur stratégie

Reportage de MARIE-CHRISTINE AULAS



Les 28 octobre et 4 novembre derniers, les élections du nouveau Parlement égyptien se sont déroulées selon un processus devant conduire à un retour progressif au multipartisme. Bien que leurs résultats aient été très largement contrôlés, cette expérience, tant constitutionnelle que politique et sociale, servait-elle la préface à une évolution beaucoup plus large ?

Certes, la tendance au libéralisme politique se manifeste aussi en d'autres pays : en Thaïlande en octobre 1974, au Japon en mai 1975 et en Espagne. Mais la cas égyptien

mérite une attention particulière de par son rôle historique d'avant-garde dans le monde arabe et le tiers-monde.

L'initiative du gouvernement égyptien intervient à un moment où la tendance centriste au sein d'un multipartisme au sein d'un multipartisme. Au mois d'octobre 1975, il annonce la création d'une « assemblée » (tribune) dite « tribune démocratique et sociale ». Une semaine plus tard, M. Mostafa Kamel Mourad, chef de file de l'opposition de droite au Parlement, crée la « tribune des socialistes libéraux », suivie par la « tribune de la gauche nationale progressiste », animée par M. Khaled Mohieddine, président du comité égyptien du Conseil mondial de la paix, connu pour son attachement aux idées progressistes.

Au cours des mois d'octobre et novembre 1975, on assiste à une prolifération débridée de « tribunes » qui atteignent un chiffre proche de la cinquantaine. Outre le fait que cette initiative sortait du cadre constitutionnel, puisque rien n'avait été légalement prévu quant à leur création, leur rôle et leurs liens avec les structures politiques existantes, certaines d'entre elles avaient des tendances qui mettaient en question l'idéologie officielle (libéralisme), en particulier la tribune socialiste menée par M. Khaled Mohieddine. Comment le président Sadate, héritier légitime de la révolution de juillet et se déclarant à chaque discours fidèle aux principes du nassérisme, pouvait-il admettre qu'une autre tendance nassériste existât en dehors de lui ? La création de cette « tribune » allait pousser le chef de l'État à prendre lui-même les choses en main. Peu de temps après son retour d'un voyage officiel aux États-Unis, le 20 novembre, la dissolution des « tribunes » lors de la réunion du comité central de l'U.S.A.

VILLO plus de vingt ans que l'Égypte abandonne son multipartisme, hérité d'une longue tradition parlementaire. Six mois après la révolution de juillet 1952, le groupe des « officiers libres » qui venait de prendre le pouvoir abolissait la Constitution de 1923 et prenait une série de mesures visant à liquider l'ancien système. Les partis étaient interdits, supprimés le 16 janvier 1953 (1). On annonça alors une période transitoire de trois ans pour trouver et mettre en place les nouvelles structures politiques du régime. Mais quel système choisir ? La question était d'autant plus délicate que, dans l'atmosphère postcoloniale qui commençait sur les rives du Nil, la réponse devait être inédite. Elle allait conduire à une scission au sein du Conseil de la révolution. Les partisans de la démocratie comme le général Neguib et le major Khaled Mohieddine se heurtèrent à l'opiniâtreté du colonel Gamal Abdel Nasser. Devenu premier ministre le 17 avril 1954, celui-ci les écarta du pouvoir.

Il semblerait qu'Abdel Nasser n'ait pas eu d'idée précise sur l'avenir politique qu'il entendait réserver au pays. Sa décision était essentiellement motivée par le refus d'un retour au système des partis qui avait conduit à la faiblesse et à la désintégration de l'État.

Après deux années pendant lesquelles Nasser affirma son autorité tant à l'extérieur (obtention du traité de 1936 avec la Grande-Bretagne, puis la nationalisation du canal de Suez) qu'à l'intérieur (conférence de Bandung et refus du pacte de Bagdad), une Constitution était promulguée. Elle mettait sur pied un parti d'Union nationale créé en mai 1957, puis dissous en mars 1958 à la suite de l'union avec la Syrie. L'idée d'une coalition populaire avait commencé à se préciser. Elle devait s'affirmer avec l'annonce de l'échec de l'union égypto-syrienne lorsque Nasser proposa à la population la Charte nationale, qui devait faire office de Constitution. Il s'ensuivit, dans les villes et villages, des discussions et débats qui étaient repris par la presse et la télévision et auxquels participait le chef de l'État. Ce fut le débat populaire le plus cathartique que le pays ait connu (2). Le 30 juin 1962, la Charte nationale était adoptée et l'Union nationale arabe, qui constituait la seule organisation politique légale du pays, était mise en place au cours de deux élections successives.

Pour Nasser, l'Union nationale arabe (U.S.A.) n'était pas un parti unique au sens classique, mais l'organe du rassemblement des forces populaires qui pouvaient s'exprimer à chacun des différents échelons. Cependant, tandis qu'une école de formation des cadres était créée pour animer la vie politique, on mettait parallèlement sur pied une organisation secrète, l'« Avant-garde », dans la but d'orienter et de contrôler

l'activité des membres et des différents organes du pouvoir et de l'information. Aussi, les objectifs visés par la création de l'organisation étaient-ils ancrés par la méfiance dont elle faisait preuve à l'égard de la population, la démocratie était balayée. L'Union nationale arabe ne servait qu'à fournir des assises politiques à un régime dont seul le leader incarnait l'idéologie et cristallisait les aspirations populaires. Elle se bornait à être un appareil d'enregistrement et d'application des décisions venues d'en haut.

La défaite de 1967 allait conduire l'Égypte à une sévère autocritique qui se traduisait tant par le ton de la presse que par les discussions qui n'étaient guère que des causeries sociales. L'U.S.A., par contre, ne se mit pas elle-même en question, n'enfanta aucun débat. L'opinion populaire, jugulée, s'exprima alors dans de violentes manifestations à Alexandrie et dans d'autres villes. Pour la première fois, le régime nassériste était dénoncé par le peuple.

On avait pu discuter, qu'il s'agisse de la loi du 30 mars 1968 (3), Nasser décida la rénovation de l'appareil politique par des élections libres de la base au sommet. Le programme approuvé le 2 mai par un référendum avec une majorité de 99,98 % prouva, en quelque sorte, que rien n'avait vraiment changé.

Elections truquées et référendum unanime

L'Égypte du leader allait devoir de faire perdre à l'U.S.A. sa raison d'être. Ce n'était plus qu'un corps sans âme. Mais l'importance de ses structures et de ses ramifications à l'échelle nationale donnait à ses dirigeants un pouvoir occulte susceptible de tenir en échec le gouvernement et son Président. Les débats houleux qui s'y déroulaient au cours de l'hiver 1971 confirmèrent les rivalités entre le régime et le peuple. Le Président Sadate joua de main de maître lorsque, le 15 mai 1971, il déclina les « centres de pensée » (4) tant de l'Union nationale arabe que des autres courants qu'il déclara inutile. L'organisation secrète l'« Avant-garde » était supprimée, ses leaders internés, tout comme les autres membres du « comité ». Sadate consolidait son pouvoir à la faveur de l'épuration qui s'ensuivit, et annonçait la fin de la censure ainsi que le retour au libre débat et discussions d'autorité des bandes magnétiques qui avaient servi de pièces à conviction lors du procès des conjurés. C'était le début du « mouvement de rectification ».

Le 20 mai 1971, le chef de l'État proclamait devant le Parlement son intention de réorganiser l'Union nationale arabe. En fait, on se borna,

La nouvelle Chambre allait être, dans son immense majorité, composée d'hommes fidèles à une certaine conception du régime et au président. C'est pourtant elle qui, un an plus tard, devait critiquer sévèrement le programme du chef de gouvernement, M. Anwar Sadate. La grande loi de réorganisation de l'Assemblée nationale, repensée et présentée par le ministre de l'Intérieur, les directives de la présidence de la République. Les candidats jugés trop peu progressistes ou réactionnaires ont été soigneusement éliminés (5).

La nouvelle Chambre allait être, dans son immense majorité, composée d'hommes fidèles à une certaine conception du régime et au président. C'est pourtant elle qui, un an plus tard, devait critiquer sévèrement le programme du chef de gouvernement, M. Anwar Sadate. La grande loi de réorganisation de l'Assemblée nationale, repensée et présentée par le ministre de l'Intérieur, les directives de la présidence de la République. Les candidats jugés trop peu progressistes ou réactionnaires ont été soigneusement éliminés (5).

A la veille de la guerre d'octobre 1973, la vie politique égyptienne était caractérisée tant par l'absence de l'U.S.A. que par l'absence d'une loi qui parvenait de plus en plus à imposer ses vues au sein du Parlement. Le retour à la démocratie, annoncé le 15 mai, était sérieusement affecté tant par les manipulations électorales que par les épurations que connut la presse au cours de l'hiver 1973.

partit étaient en fait des nominations, les règlements de l'U.S.A. n'ont jamais été appliqués. Celle-ci n'était qu'un appareil d'enregistrement des volontés gouvernementales, on ne lui a donné aucun rôle social à jouer. Tout en reconnaissant que l'U.S.A. avait été « une grande école de la démocratie », le régime a refusé de lui reconnaître de la démocratie et de la défense de leurs droits et de leurs intérêts. Et Abdel Sadate propose qu'il y ait toutes les tendances de la nation soient représentées en son sein.

A côté de cette approche, portée par la libération, la gauche se montre plus critique. La tendance nassériste, fidèle à l'U.S.A., qui demandait sa réactivation, et la gauche non nassériste, favorable à la pluralité des partis. Le débat était fait de la caricature d'Al Bahar, Solah John, dans une situation en non-équilibre. Les égyptiens ont dit : « Nous voulons un parti unique qui se soit un seul mouvement ».

Dans cette atmosphère, le comité central de l'U.S.A. fut amené à ouvrir une discussion sur le retour au multipartisme. Le 15 mai 1974, il y eut de même des comités de consultation au sein de l'Assemblée du peuple. Au cours de neuf séances de débats organisées avec les différentes forces politiques, on remarqua que la majorité travaillait à des personnes « à la main ». L'Égypte se fut un mouvement de la droite à l'extrême droite. Cependant, M. Abou Wafwa, beau-frère du président Sadate et député

Entraînes juridiques et économiques

ALORS que la question d'un retour au multipartisme dominait la vie politique intérieure, le président n'offrit, sur le moment, aucune alternative à l'expérience des « tribunes ». On pouvait d'ailleurs se demander si, dans la fièvre, il était lui-même favorable à une pluralité de partis, car son passé de militant nationaliste laïciste et de républicain n'avait pas été sans entraîner des réactions. Membre du parti fasciste Misi El-Farouk dans sa jeunesse, Sadate fut, dès le début de la seconde guerre mondiale, en contact avec les forces de l'Axe, avec les Italiens puis avec les agents de Rommel. Le 8 octobre 1942, il était arrêté par les Britanniques pour espionnage au profit de l'Allemagne nazie. A sa sortie du camp de détention de Milnby, il rejoignit l'association des Frères musulmans et se servit ensuite d'agent de liaison entre celle-ci et le groupe des « officiers libres ». Lorsqu'en 1953 se posa le problème de l'avenir politique de l'Égypte Sadate était partisan de la suppression des partis.

Mais, dans le contexte actuel, le chef de l'État devait être amené à de nouvelles options pour faire face tant à la pression des individus et des groupes qu'à l'échec des prochaines élections à l'Assemblée du peuple, prévues par la Constitution pour le 14 mars 1976. Au cours de l'important discours qu'il fit le 14 mars dernier, le président déclara : « L'expérience démontre par la constitution de trois tribunes représentatives la droite, le centre — le centre était la tendance essentielle des autres pays — et la gauche ».

Pourquoi trois tribunes ? M. Anwar Sadate nous a répondu : « L'Égypte est comme n'importe quel autre pays. Il y a une aile de droite, une aile de gauche et le centre. C'est vrai partout. L'aile de droite a des idées précises sur l'économie. L'aile de gauche a des idées sur le statut social et sur la révolution. Le centre a des idées sur la révolution de juillet. La création de ces trois tribunes vient d'une analyse des tendances de la base. Les gens s'ont sentis attirés par le rapprochement à l'extrême des trois tribunes, mais nous voulons tracer la voie d'un retour au multipartisme ».

(1) Sous les Frères musulmans, constituée à l'initiative du parti politique et momentanément disparue.

(2) L'Union nationale arabe, dirigée par M. Anwar Sadate, fut le groupe principal au sein du régime pour démanteler le régime de Nasser.

(3) La loi de réorganisation de l'Assemblée nationale, présentée par le ministre de l'Intérieur, M. Anwar Sadate, fut adoptée le 15 mai 1971.

(4) Entre autres les manifestations d'Al Bahar, de Solah John, de M. Anwar Sadate, le 15 mai 1971.

(5) Le Monde, 28 octobre 1971.

Des limitations qui favorisent le centre au pouvoir



Aux lendemains de la traversée du canal, la nouvelle structure acquise par le président Sadate était en pleine évolution dans l'organisation de la nation : elle devait évoluer au niveau économique par la politique d'ouverture clairement annoncée. Mais cette nouvelle liberté économique ne pouvait pas se voir sans un contrôle en politique. Le capital privé souhaitait en effet obtenir des garanties politiques et ne plus être soumis à l'« Élection ». D'autre part, le « libéralisme » commençait lentement dès le 15 mai, officiellement la guerre d'octobre, devait attendre les structures politiques comme elle attendait les structures économiques. Tous les changements — en matière économique, sociale, psychologique — introduits dans le régime devaient être soumis à l'« Élection ». D'autre part, le « libéralisme » commençait lentement dès le 15 mai, officiellement la guerre d'octobre, devait attendre les structures politiques comme elle attendait les structures économiques. Tous les changements — en matière économique, sociale, psychologique — introduits dans le régime devaient être soumis à l'« Élection ».

L'initiative d'un retour au multipartisme revint non pas au gouvernement, qui mit en place l'« Élection » (ouverture), mais au courant politique de droite, qui faisait ouvertement son apparition sur la scène publique. A la faveur des changements introduits dans la presse au début de l'année 1974, les journalistes Ali et Mostafa Amine, jusque-là chassés d'Égypte par Nasser pour collusion avec la C.I.A., furent réintégrés et nommés à la tête de leur quotidien, El Akhbar. C'est par le biais de ce journal, l'un des plus importants du pays, qu'ils demandèrent « le retour de l'opposition et l'abolition de parti unique », si ce système pouvait donner des résultats. L'Assemblée et l'« Élection » furent alors les nouvelles couches de la grande bourgeoisie, comme par l'élite sociale, le nouveau régime en chef d'Al Bahar, Ahmad Mohamed, qu'ils se critiquaient à l'égard de l'Union nationale arabe. L'Égypte se fut un mouvement de la droite à l'extrême droite. Cependant, M. Abou Wafwa, beau-frère du président Sadate et député

مركز البحوث
والدراسات

du «marché» (chef suprême) a été annoncé par des circuits détournés et l'on note de plus en plus l'infiltration des Frères musulmans dans les sphères supérieures du pouvoir. Leur retour à l'activité publique les conduit progressivement à devenir une force politique de première importance. Jusqu'à présent, ils ont cherché à imposer une situation de fait; au-delà ils tentent de retrouver les assises politiques qui avaient fait d'eux une des premières forces nationalistes avant la révolution.

de matérialisme, de communisme. Aussi ont-ils rejoint les rangs de la gauche religieuse ou celle de la tribune progressiste. Si la représentation sociale de cette dernière est relativement limitée, son rôle est important par la démythification de l'interprétation réactionnaire de l'islam, qu'elle tente de faire auprès des masses. A travers cette gauche religieuse s'opère un retour à la tradition ancienne de l'islam, proche du rationalisme de marzoukites (23). La situation actuelle de l'Égypte lui fait retrouver les accents réformistes des grands penseurs de l'islam de la fin du dix-neuvième siècle.

Le gouvernement compte beaucoup sur le capital arabe et paraît s'implanter devant sa hésitation persistante à investir dans le pays. Alors que « l'Égypte a besoin de capitaux étrangers pour développer ses secteurs industriels agricoles de 1976 à 1980 », le président Sadat obtenait, lors de la réunion de Djeddah, le 18 juil. dernier, la création d'un fonds intitulé « Autorité du Golfe pour le développement du République arabe d'Égypte », qui attribuerait à l'Arabie saoudite 2 milliards de dollars. Le communiqué officiel de l'Etat lançait un nouvel appel à ses partisans arabes et demandait à la population égyptienne « d'attendre quelque temps encore. Mais, comme l'écrivait un journaliste koweïtien, « l'Égypte ne peut pas attendre indéfiniment » (32), « pourquoi le capital arabe investit-il en Égypte alors que le capital privé égyptien qui dispose de moyens conséquents, n'y investit-il pas ? »

Le capital occidental fournit-il le même appui aux secteurs artistiques et culturels que les compagnies d'assurances, tourisme... le capital privé paraît peut intéressé à investir en Europe. Mais il finit par se désintéresser des artistes et des érudits. On voit surtout arriver des prêts accordés par des gouvernements et des Institutions internationales et assortis de conditions qui effraient les artistes. On ne peut pas obtenir de prêts qu'au niveau politique, on assiste au niveau économique à un processus comparable à ce qui s'est passé fin 1920 et début 1930. En 1929, Rosa Luxemburg a fait l'analyse dans son ouvrage "L'Accumulation du capital". A la suite de la crise de 1929, les capitaux ont été bloqués. En 1933, l'Egypte était en état de cessation de paiement : "Un emprunt chassa l'autre, les intérêts ne furent plus payés, les emprunts furent convertis en emprunts nouveaux. On porta les dettes en monnaies fortes ou capital anglais et français et l'emprunt emprunté au capital anglais et français fut converti en emprunt en monnaies fortes ou en francs appuyés par l'Etat désespéré de ce pays faillite, mais affecté sans cesse de nouveaux prêts."

A l'ours des dernières années de son existence (1912-1913), une partie des membres de la conférence s'étaient rapproché du courant progressiste sous l'influence de leur philosophe, Sayed Kobad (22), qui tenta d'interpréter le monothéisme dans le sens d'une libération de l'homme, il déclara : « Je ne suis pas un musulman, car les musulmans sont sectaires ». Ce sont des gens bannés. Il faut combattre leurs idées par des idées, leurs arguments par des arguments et non par la force ». Il fut le premier à se déclarer athée, à se séparer de ses parents entre l'islam et le socialisme, à dissonner entre l'islam et le capitalisme. Mais cette tendance progressiste, qui commençait à voir le jour à la veille de la dissolution des Frères musulmans, n'eut pas le temps de se développer. Elle fut éteinte par le coup d'état d'aujourd'hui du mouvement qui remonte.

Les héritiers spirituels de Sayed Kobad ont été attaqués par le revue El Dewa, qui les a accusés

A côté de ce courant religieux, le courant progressiste possède, lui aussi, d'importantes bases populaires. Hérité de la période polonaise et de l'institution nationale de ce dernier siècle, ce courant a été rénové par le mouvement Bowdoin. Le *Al Tohtovi* (24), le journal des accents de Moutpach Kanak (25), comme les enseignements des révolutions de 1919 et, bien entendu, de 1952, C. K. K. ont permis de faire passer le mouvement à une première extension du plus en plus large par réflexion nationaliste. Depuis quelques années, ce courant a fait un retour aux conceptions nationalistes d'autant plus surprenant qu'il n'est pas le résultat d'un retour à l'hostilité traditionnelle. Mais c'est la force que cette tendance se heurte aux manœuvres du régime, elle pêche toujours par son absence d'idéologie précise et son manque de leadership. Elle n'aille pas au-delà de la simple revendication nationaliste de première importance, capable à son tour de mobiliser les masses.

10 L.E. par mois (27) et que l'on travaille de huit à dix heures par jour ?

C'est à ce type de question que, pour la première fois, des « Égyptiens sans voix » ont répondu dans la série d'interviews que le mensuel *El Talla* publie depuis le mois de janvier. Écoutez la femme de salle d'un hôpital soviétique, le petit garçon du delta ou l'épave des transports de réfugiés, l'évocation de la misère des années 30 par le grand romancier Naguib Mahfouz. La lecture de ces récits a suscité une forte émotion parmi l'élite progressiste qui a accablé la revue. On n'ignorait pas le sort difficile de la majorité, mais on ne pouvait imaginer qu'il atteigne de tels extrêmes. En fait, il faut admettre que l'Égypte est en cours de « dénationalisation », ce qui

POUR certains, la seule solution est l'émigration, qui permet de faire vivre les membres de la famille lointains sur les rives du Nil. Le gouvernement encourage d'ailleurs, par tous les moyens, ce qui prend l'allure d'un phénomène social. Les visas sont délivrés à bon compte, et il n'y a aucune restriction géographique (ce qui n'était pas le cas auparavant). De nouveaux bureaux de délivrance des passeports ont été ouverts pour répondre à la demande. Les candidats à l'émigration sont susceptibles d'obtenir des congés spéciaux pour se rendre à l'étranger afin d'y chercher un emploi. Par ce moyen, l'États espère remédier au problème de la main-d'œuvre. Mais, à l'heure où l'on se demande pourquoi il autorise le rapatriement des solitaires des émigrés au taux du change parallèle. Mais ce système, d'une part, occulte l'inflation et, d'autre part, prive de leur salaire les émigrés, la plus qualifiée puisque ce sont essentiellement les cadres et les ouvriers spécialisés qui peuvent

Aujourd'hui, on n'évoque plus le terme d'« initialisme » (couverture) qui avait inspiré les détracteurs de l'initiative. On se souvient des dernières années. Comme l'accablait souvent le journaliste au quotidien Al Akhbar : « A force d'employer le mot « initialisme » et de constater l'absence de tout résultat, même minuscule, les dirigeants des responsables sont devenus des rois des rochers, des mirages ». Le gouvernement aurait-il envisagé une autre orientation économique? C'est ce que l'on pouvait craindre lorsque le premier ministre annonça le 28 janvier 1976, devant le parlement, la mise en œuvre en application d'un plan d'austérité économique. Trois mois plus tard, le président Sadate mettait à son tour, l'accent sur une politique d'austérité. En fait, aucun plan ne fut mis en route, ni d'initialisme, ni d'austérité, quel qu'en soit le contenu, comme en janvier 1976.

Pourtant, à l'occasion de la conférence annuelle des économistes égyptiens, qui s'est tenue à Caïre début mars sur le thème de "l'impact des relations internationales sur l'économie intérieure", l'ensemble des spécialistes présents, auxquelles que soient leurs options politiques, a reconnu la nécessité d'une planification impériale. Parmi eux se trouvaient les ministres d'exercice, intéressés par la question. Néanmoins les mesures prises au cours de la dernière année (28) reflètent une orientation totalement opposée.

IMPASSE politique malgré l'existence électorale d'une gauche radicale.

1. **role, impasse économique** de la gauche radicale : ces deux causes expliquent la dégradation assidue du climat intérieur. Depuis le début de l'ère nassérienne, la gauche radicale a été incapable d'éclater tant dans la capitale que dans le reste du pays. Les rues du Caire, comme les villes de Marzouk, Damietta, Damourah, Qena, ont été le théâtre d'insurrections spontanées, mais sans qu'elles aient pu prendre un rythme initial et avec une violence qui s'est éteinte.

2. **impasse industrielle** : dans les centres industriels, les grèves ont été nombreuses, mais elles ont toujours été réprimées à chaque occasion, ce qui, dans un pays socialiste comme l'Egypte, le droit de grève interdit. Il est certain que si l'« élan » a continué à se dégrader, c'est parce que les cinquante ouvriers du secteur textile ont été otages après une grève de deux semaines ou d'un mois d'arrêt. La grève des conducteurs d'autobus a duré deux semaines, celle des enseignants, communistes, et la vague d'arrêts de la bourgeoisie du mois de juillet a servi d'occasion à une répression qui a touché tous les membres de la classe et soumis à une stricte surveillance.

Qu'en est-il des scandales qui n'ont cessé d'être tirés en arrière ? Lorsque, dans le cadre de l'Assemblée du peuple, le député communiste Ahmed Youssef, ministre de l'habitat et de la reconstruction, d'avoir reçu 10 millions de francs de la part de la compagnie française de l'énergie atomique d'avoir exporté du ciment alors que le pays manquait (34), le chef de l'Etat a lui-même déclaré qu'il est « impossible de continuer à faire passer des milliards de francs à l'étranger ».


Parlement se refuse à répéter « scandale ». Peu de temps après, le détournement de 10 millions de francs par le député communiste à son tour, évoqué par l'Assemblée du peuple. Achèvement, deux importantes affaires de détournement de fonds sont confiées à la commission d'enquête : il s'agit de l'utilisation privée des biens publics, et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le député communiste Ahmed Youssef. Cette corruption est caractérisée dans la presse par les journalistes d'« *Abkhaz* », qui se font les défenseurs de l'honnêteté et de la moralité.

Le problème, face à la montée de la délinquance de la corruption et de l'ogilation de la nu-

Que se passe-t-il donc ? On n'a plus temps de vivre et, surtout, on ne fait plus « *nokta* » (35). Si les Egyptiens n'ont plus l'occasion de sourire de leurs propres infortunes, c'est un mérite réflexion,

(Copyright Marie-Christine Audas
le Monde diplomatique.)
(Dessins de Pléiade)

Ensuite, les difficultés croissantes de la vie quotidienne dominent les préoccupations de la majorité des Égyptiens. « Madame, la pauvreté est plus terrible que la guerre civile », disait un chauffeur de taxi calatrà à une réfugiée libanaise. La situation économique et sociale a pris une tournure tellement inquiétante que les chiffres parviennent difficilement à être vérifiés. Selon la Banque mondiale, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 120 % ce qui l'a fait le saut-secrétaire à l'économie. Gamal El Nasser, ne rend pas compte de l'impossibilité de trouver un emploi, un logement, un moyen de transport. Qui, parmi 95 % des Égyptiens, a connu une telle augmentation constante du coût de la vie ? Les libanais ne le savent pas. Ils ont 20 L.E. par mois (26), ce qui leur fait-il porter de ceux qui ont l'espérance d'améliorer leur sort. Comment vivre soi-même



RABES
française exclusivement
monde arabe
culturelles, économiques
"France-Palestine"
x kiosques, les drugstores,
A.P.F.

nde : 12-14, rue Augereau
él 555.27-52 - 705.81-45
C. 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63
Y :
45, rue de Metz, 54000 Nancy

A la demande du secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, et des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (29), le gouvernement égyptien a décidé de libérer la livre et la laisser « flotter » sur le marché international. Cette loi, votée par le parlement, ou *début* du régime, l'Initiative M. M. II, admette une dévaluation de plus de 50 % de la monnaie nationale. Mais il fut aussitôt décidé de suspendre son application afin de procéder à des études plus poussées. En fait, cette mesure n'est véritablement que l'annonce d'un ajustement des échanges extérieurs, géré par le problème de change officiel qui leur fait perdre la moitié de leurs bénéfices au moment de rapatrier les capitaux. La faiblesse des réserves en devises et l'importance de la dette extérieure ne permettent pas

Économie prétaire, puisque la production est incapable de satisfaire les besoins de la consommation. Si l'on a fait de sérieux efforts au cours des dernières années en matière d'industrie d'exportation, qui vont maintenant commencer à rapporter, les revenus du canal de Suez, du pétrole et du tourisme que l'on compte pour sortir de l'impasse à l'horizon 80. En fait, ces secteurs dépendant de facteurs politiques, sont aléatoires et peu productifs. Aussi, pour remédier aux difficultés immédiates, l'Etat égyptien a de plus en plus recouru au financement par déficit. Tandis que la production nationale augmente de 3 %, la masse monétaire s'accroît de 20,9 % (30 %). Le ministère des finances a dépassé la plafonne de son compte à découvert auprès de la Banque

Le gouvernement cherche à restreindre ses dépenses pour faire face à la crise, c'est pourquoi, sur les conseils de la Banque mondiale et de la F.M.I., il a diminué de 20 % ses subventions aux produits de première nécessité, tels que le blé, la farine, le sucre, le maïs, etc., qui s'élevaient cette année à 1,3 milliard de dollars (31). Cette décision affecte ceux qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner au marché parallèle, autant dire la majorité de la population.

(19) Décret présidentiel Du 2 août 1978. L'indiction de l'alcool est, en fait, peu respectée. Elle prive surtout les petits marchands de bière

(21) Les Frères musulmans ont été dissous le 14 janvier 1954. Une large et très dure répression démantela l'organisation à la suite de l'attentat.

(22) Tué par les services nassériens au cours la répression contre les Frères musulmans.

(24) Précurseur du socialisme en Egypte, 1873.

(26) Une livre égyptienne égale 5 F.P. ou 1/2 d'encouragement », 13 F.P. au prix officiel.

(28) Les développements antérieurs ont été analysés dans le Monde diplomatique de janvier 1977.

(30) Article de Adel Hussein dans *Al Ta*
septembre 1978.

(33) Rose Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, Tome II, pages 150-108, éditions Masp Paris 1967.

(35) Anecdote humoristique à contenu généralement politique, la « noke » est un élément typique de la vie égyptienne.

FRANCE  **دول العرب**
PAYS ARABES

La première publication française exclusivement
consacrée au monde arabe
Des rubriques politiques, culturelles, économiques
et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores,
à Paris en province et au Maghreb : **4 F**

**Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau
75007 PARIS — Tél. 555 27.52 - 705 81.45**

75007 PARIS - Tel. 555.27.52 - 769.81.45

Centre France-Pays Arabes d'Etudes
36, rue Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

١٥١٦

Intérêts économiques disparates contre stratégie globale

Unis pendant cette période, ce sera forcément la nécessité constante de pro-

l'égier les intérêts américains (il faut insister sur ce pluriel) dans un monde en perpétuelle mutation, et son corollaire logique, la contre-révolution.

Le révolutionnaire

sont restés jusqu'au renversement du gouvernement Allende au Chili, en passant par la liquidation des Hukus aux Philippines, la répression en Grèce, le renversement de Mossadegh en Iran, celui d'Arbenz au Guatemala, l'intervention en Indochine aux côtés des Français, le renversement de Goulart au Brésil, celui de Sukarno en Indonésie, les assassinats de leaders politiques en Afrique, l'invasion de Saint-

(Lire la suite page 16.)

ble...

me de pression sur l'OPEP, et n'ont
entre les démocraties industrielles.

que l'accent ait été « mis continuei-
sur les mécanismes intergouverne-
Communauté européenne », ce qui a
une situation de crise ou d'adopter
écarter que la recherche d'échanges
nécessaire stabilise « la possibilité de
proche futur ou à long terme ».
ratisation élargie le renforcement et

tribunale chargée de «chercher la critique étrangère. Il aurait demandé l'autorisation de désigner le représentant américain auprès des institutions des pays vaincus, le gouvernement français la France, l'Allemagne, l'Espagne encore incomplète du Europe, elle essai un personnage un peu mystérieux. C'est ainsi que, en 1976, des pays capitalistes développés de l'Europe devaient donc un facteur économique dans la politique internationale Nord-Sud constituent en en tant que tel et non plus — de la réalité socio-économique : les problèmes de guerre et de paix, qu'ils aient été le Nord et le Sud (entre l'Est et l'Ouest), lesquels ont été la source de la guerre civile américaine d'aujourd'hui de l'extrême Nord-Caroline et de l'extrême Sud, Carter a été déjà déclaré prêt, ample, à «suspendre toute relation économique avec le régime de l'Afrique pendant un an et de s'occuper

100

ment de la puissance soviétique et de sa « révolution » n'avaient pas eu l'importance qu'on leur prêtait. En fait, l'administration de Jimmy Carter n'a pas eu l'importance qu'on lui prêtait. En fait, l'administration de Jimmy Carter n'a pas eu l'importance qu'on lui prêtait.

En revanche, J.F. Dulles, le secrétaire d'État d' Eisenhower, qui avait ses sympathies pour la doctrine du « réajustement », ne chercha pas vraiment à appliquer ses théories. Ainsi, lorsque les Hongrois proclamèrent leur neutralité et que les Russes soviétiques rétablirent l'ordre, les dirigeants américains considéraient qu'ils ne pouvaient aider concrètement les Hongrois. La doctrine du « réajustement » n'avait pas résisté à l'épreuve des événements de 1956.

Alors, par ses seuls moyens les objectifs qu'il se donne, la direction soviétique devrait imposer à la population une qualité redoublée. C'est possible pendant la période stalinienne, lorsque toute révolte était étouffée dans le sang par la terreur.

M. Brejnev, comme à toutes les fois où il apparaît, n'a rien de remarquable à l'exception d'une relative distraction. Pour mettre plus rapidement en valeur les réformes, il table sur la technique et les efforts des pays capitalistes les plus industrialisés. Du fait de leur puissance politique et économique, les États-Unis viennent en tête des partenaires de l'U.R.S.S.

La seule chose possible suite à une politique de bonnes relations avec les États-Unis, c'est l'ouverture de la communauté soviétique à la communauté internationale. C'est difficilement concevable. L'exemple soviétique est significatif à cet égard. Les dirigeants de Moscou sont incapables d'imposer aux consommateurs les restrictions — par la hausse des prix — qu'appellent les nécessités économiques. S'ils font le moindre faux pas, ils risquent de perdre le régime. L'Union soviétique ne peut pas se permettre de faire des erreurs et de laisser tous les produits dont elle a besoin. Alors la Pologne

économise à crédit des marchandises venues de l'étranger. Ce cas est le plus spectaculaire parce que des produits en 1970 et en juin 1976 ont montré combien la situation était explosive. Il n'est pas unique. L'endettement de l'ensemble des pays de l'est à l'égard de l'Ouest donne à réfléchir.

M. Brejnev disait, il y a quelques années, que la politique étrangère était devenue le problème numéro un de la politique intérieure de son pays. Il lui en a été jusqu'à penser à faire admettre à tous ses collègues le bien-être de relations étroites avec les pays occidentaux les plus développés. Des dirigeants plus sensibles à l'écologie jouent inévitablement la coopération avec l'impérialisme et attendent avec une certaine inquiétude l'information relative aux conditions extérieures du marché et aux intentions de l'Union soviétique. L'Union soviétique ne peut pas se permettre de faire des erreurs et de laisser tous les produits dont elle a besoin. Alors la Pologne

Une très remarquable bibliographie, consacrée aux élections présidentielles américaines, est publiée par le Centre de documentation Benjamin Franklin (1, place de l'Odéon, 75006 Paris). Elle recense non seulement les publications qui concernent directement l'affrontement entre M. Gerald Ford et Jimmy Carter, mais aussi les études plus générales sur le système électoral, le financement des campagnes, les divisions primaires, les conventions des partis, les comportements des électeurs, etc.

● RECTIFICATIF — Une erreur a été commise dans l'article de Jean-Pierre Clère intitulé « Vers un rapprochement entre l'Union soviétique et la démocratie chrétienne » (Le Monde diplomatique, octobre 1976, page 171). Ce n'est pas M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères du président du Chili, mais son fils, Juan Gabriel Valdes, qui participa en septembre à la réunion organisée à New York avec des membres de l'Union populaire. Cette mise au point ne modifie pas la conclusion du rapprochement qui s'effectue entre les forces de l'opposition.

BERNARD FERON.

FRANÇOIS PERROUX ET L'« AGENT » RETROUVÉ

Un nouvel examen de la théorie de l'équilibre général

Par RAYMOND COURBIS.

À PRES que nous avons rappelé l'importance des relations de « pouvoir » dans le jeu économique (1), François Perroux nous invite à réexaminer les fondements mêmes de la théorie de l'équilibre général. Ce n'est pas un hasard si ce livre est paru à l'occasion d'un colloque sous une forme différentielle avec les travaux de Léon Walras et Vilfredo Pareto (la loi de décroissance et du déclin du rendement), le thème de l'équilibre général a vu, depuis une vingtaine d'années, sa rigueur mathématique avec les formalisations rigoureuses d'Arrow et de Hahn. Mais l'indétermination — l'incertitude — des formalismes mathématiques modernes, nous ne pouvons ignorer que les concepts qui sont à leur base sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Or, comme nous le rappelle avec force F. Perroux, l'important, le décisif n'est pas la forme des formalisations, mais le choix des concepts. Pour juger d'un point de vue économique, et non mathématique, de l'adéquation de la théorie de l'équilibre général, nous ne devons pas considérer la seule rigueur formelle, mais juger de la validité des concepts et représentations de base sur lesquels est fondée la théorie. Du point de vue de l'action, cela est évident, car la théorie de l'équilibre général est la base de la micro-économie et du calcul économique. Or nombre de décisions — qu'il s'agisse de choix individuels ou de choix collectifs — sont prises sur la base de données qui ne sont pas celles de la théorie.

Chaque fois que nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme, nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme.

ment l'importance de la théorie de l'équilibre général. Ce n'est pas un hasard si ce livre est paru à l'occasion d'un colloque sous une forme différentielle avec les travaux de Léon Walras et Vilfredo Pareto (la loi de décroissance et du déclin du rendement), le thème de l'équilibre général a vu, depuis une vingtaine d'années, sa rigueur mathématique avec les formalisations rigoureuses d'Arrow et de Hahn. Mais l'indétermination — l'incertitude — des formalismes mathématiques modernes, nous ne pouvons ignorer que les concepts qui sont à leur base sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Or, comme nous le rappelle avec force F. Perroux, l'important, le décisif n'est pas la forme des formalisations, mais le choix des concepts. Pour juger d'un point de vue économique, et non mathématique, de l'adéquation de la théorie de l'équilibre général, nous ne devons pas considérer la seule rigueur formelle, mais juger de la validité des concepts et représentations de base sur lesquels est fondée la théorie. Du point de vue de l'action, cela est évident, car la théorie de l'équilibre général est la base de la micro-économie et du calcul économique. Or nombre de décisions — qu'il s'agisse de choix individuels ou de choix collectifs — sont prises sur la base de données qui ne sont pas celles de la théorie.

Chaque fois que nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme, nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme.

ment l'importance de la théorie de l'équilibre général. Ce n'est pas un hasard si ce livre est paru à l'occasion d'un colloque sous une forme différentielle avec les travaux de Léon Walras et Vilfredo Pareto (la loi de décroissance et du déclin du rendement), le thème de l'équilibre général a vu, depuis une vingtaine d'années, sa rigueur mathématique avec les formalisations rigoureuses d'Arrow et de Hahn. Mais l'indétermination — l'incertitude — des formalismes mathématiques modernes, nous ne pouvons ignorer que les concepts qui sont à leur base sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Or, comme nous le rappelle avec force F. Perroux, l'important, le décisif n'est pas la forme des formalisations, mais le choix des concepts. Pour juger d'un point de vue économique, et non mathématique, de l'adéquation de la théorie de l'équilibre général, nous ne devons pas considérer la seule rigueur formelle, mais juger de la validité des concepts et représentations de base sur lesquels est fondée la théorie. Du point de vue de l'action, cela est évident, car la théorie de l'équilibre général est la base de la micro-économie et du calcul économique. Or nombre de décisions — qu'il s'agisse de choix individuels ou de choix collectifs — sont prises sur la base de données qui ne sont pas celles de la théorie.

Chaque fois que nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme, nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme.

ment l'importance de la théorie de l'équilibre général. Ce n'est pas un hasard si ce livre est paru à l'occasion d'un colloque sous une forme différentielle avec les travaux de Léon Walras et Vilfredo Pareto (la loi de décroissance et du déclin du rendement), le thème de l'équilibre général a vu, depuis une vingtaine d'années, sa rigueur mathématique avec les formalisations rigoureuses d'Arrow et de Hahn. Mais l'indétermination — l'incertitude — des formalismes mathématiques modernes, nous ne pouvons ignorer que les concepts qui sont à leur base sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Or, comme nous le rappelle avec force F. Perroux, l'important, le décisif n'est pas la forme des formalisations, mais le choix des concepts. Pour juger d'un point de vue économique, et non mathématique, de l'adéquation de la théorie de l'équilibre général, nous ne devons pas considérer la seule rigueur formelle, mais juger de la validité des concepts et représentations de base sur lesquels est fondée la théorie. Du point de vue de l'action, cela est évident, car la théorie de l'équilibre général est la base de la micro-économie et du calcul économique. Or nombre de décisions — qu'il s'agisse de choix individuels ou de choix collectifs — sont prises sur la base de données qui ne sont pas celles de la théorie.

Chaque fois que nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme, nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme.

Chaque fois que nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme, nous nous sommes penchés sur le problème de la connaissance de l'homme.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

REPUBLIQUE FÉDÉRALE

CHILI (16 septembre 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 415 000 ; nombre de votants : 311 700 ; suffrages valablement exprimés : 275 400 ; bulletins nuls : 36 300.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate (P.S.D.) : 160 000 voix, 25 sièges ; Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Union chrétienne sociale (C.S.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti libéral-démocrate (P.L.D.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti communiste allemand (O.K.P.) : 100 000 voix, 15 sièges.

CUBA (16 septembre 1976)

Président de la République : 1976

Ministre des affaires étrangères : M. Tomás C. Christopoulos ; finances : M. Andrés Páez ; justice : M. José María Domínguez ; culture : M. José María Domínguez ; éducation : M. José María Domínguez ; santé : M. José María Domínguez ; travail : M. José María Domínguez ; agriculture : M. José María Domínguez ; industrie : M. José María Domínguez ; commerce : M. José María Domínguez.

INDONÉSIE (16 septembre 1976)

Assemblée législative (M.P.R.)

Nombre d'électeurs inscrits : 415 000 ; nombre de votants : 311 700 ; suffrages valablement exprimés : 275 400 ; bulletins nuls : 36 300.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate (P.S.D.) : 160 000 voix, 25 sièges ; Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Union chrétienne sociale (C.S.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti libéral-démocrate (P.L.D.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti communiste allemand (O.K.P.) : 100 000 voix, 15 sièges.

CUBA (16 septembre 1976)

Président de la République : 1976

Ministre des affaires étrangères : M. Tomás C. Christopoulos ; finances : M. Andrés Páez ; justice : M. José María Domínguez ; culture : M. José María Domínguez ; éducation : M. José María Domínguez ; santé : M. José María Domínguez ; travail : M. José María Domínguez ; agriculture : M. José María Domínguez ; industrie : M. José María Domínguez ; commerce : M. José María Domínguez.

REPUBLIQUE FÉDÉRALE

CHILI (16 septembre 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 415 000 ; nombre de votants : 311 700 ; suffrages valablement exprimés : 275 400 ; bulletins nuls : 36 300.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate (P.S.D.) : 160 000 voix, 25 sièges ; Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Union chrétienne sociale (C.S.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti libéral-démocrate (P.L.D.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti communiste allemand (O.K.P.) : 100 000 voix, 15 sièges.

CUBA (16 septembre 1976)

Président de la République : 1976

Ministre des affaires étrangères : M. Tomás C. Christopoulos ; finances : M. Andrés Páez ; justice : M. José María Domínguez ; culture : M. José María Domínguez ; éducation : M. José María Domínguez ; santé : M. José María Domínguez ; travail : M. José María Domínguez ; agriculture : M. José María Domínguez ; industrie : M. José María Domínguez ; commerce : M. José María Domínguez.

REPUBLIQUE FÉDÉRALE

CHILI (16 septembre 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 415 000 ; nombre de votants : 311 700 ; suffrages valablement exprimés : 275 400 ; bulletins nuls : 36 300.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate (P.S.D.) : 160 000 voix, 25 sièges ; Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Union chrétienne sociale (C.S.U.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti libéral-démocrate (P.L.D.) : 100 000 voix, 15 sièges ; Parti communiste allemand (O.K.P.) : 100 000 voix, 15 sièges.

CUBA (16 septembre 1976)

Président de la République : 1976

Ministre des affaires étrangères : M. Tomás C. Christopoulos ; finances : M. Andrés Páez ; justice : M. José María Domínguez ; culture : M. José María Domínguez ; éducation : M. José María Domínguez ; santé : M. José María Domínguez ; travail : M. José María Domínguez ; agriculture : M. José María Domínguez ; industrie : M. José María Domínguez ; commerce : M. José María Domínguez.

COMBAT POUR LA LIBERTÉ ET LA DIPLOMATIE

« L'agent » retrouvé

« L'agent » retrouvé, c'est le titre d'un livre de François Perroux, paru chez Grasset. Ce livre est une œuvre majeure de la pensée économique française. Il est une œuvre majeure de la pensée économique française. Il est une œuvre majeure de la pensée économique française.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHÔMEURS ?

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », S, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

العلماء

La Belgique en mutation

DE toutes les régions de la francophonie, laquelle est la plus anciennement attestée, la plus contemporaine des origines mêmes, la France ? Laquelle a « parlé français » avant les Français eux-mêmes ? Sans doute la Wallonie, terre romaine, accolée à l'aire de culture germanique par une frontière qui ne connaît pas de comparaisons ailleurs en Europe. Aucune donnée physique ne la commande, en effet, ni fleuve, ni montagne, ni bras de mer. Mais, au long des plates étendues, une ligne au nord de laquelle régnait le flamand, et au sud le français.

Sur ce bornage, vieux de mille ans, deux régions se forment depuis la guerre : la Flandre et la Wallonie. Le processus de maturation de leurs identités se discernait de longue date, mais il s'est entamé au lendemain du conflit, et la révision de la Constitution belge en 1971 l'a inscrit dans les faits. Désormais, dans ce royaume en principe unitaire, où fut tentée en 1830 une expérience de centralisation qui reposait en fait sur l'hégémonie culturelle d'une fraction de la population, il n'est plus subversif de penser « fédéralisme », ni d'accorder la priorité aux intérêts et aux sentiments d'une ethnie.

Le patriotisme belge n'en a pas pour autant perdu toute réalité. La « belgitude » inspire au moins des réflexes, à défaut de passion. Progressivement, le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin s'est atténué, pour faire place à l'altérogénéité à une communauté ethnique, culturelle, en devenir politique.

Les mutations profondes de la Belgique n'ébranlent pas l'Europe ni son équilibre. Elles se font sans violence, mais d'un mouvement irrésistible. Quelle est aujourd'hui l'identité de la Wallonie ? C'est le thème de ce supplément, qui complète celui que *Le Monde* a consacré (4-5 octobre 1976) à la « Wallonie, terre romaine », tout en reprenant à l'intention des lecteurs du *Monde diplomatique* certains articles de personnalités wallonnes parlant de leur pays et s'engageant que leur ferveur pour lui et leur responsabilité politique.

Dans la large évolution qui voit naître ou renaitre les réalités régionales en Europe occidentale, les deux régions belges offrent la particularité de n'être pas néo-régionales, mais de coexister les unes mêmes de la nation, tout en exprimant, dans un affrontement direct et une coexistence nécessaire, les deux civilisations, latine et germanique, qui font l'esprit européen.

L'analyse de cette situation déborde donc son cadre strict. Et, au-delà de la Belgique, c'est dans l'ensemble de la Communauté européenne qu'il convient de la replacer.

IDENTITÉ DE LA WALLONIE

Après les élections communales

La coupure des forces politiques ne décalque pas les oppositions régionales

Par ANNE-MARIE LIZIN

La Belgique est-elle définitivement divisée entre trois pôles aux préoccupations sociologiques différentes ? On aurait pu le croire en assistant aux réactions des candidats d'une ville wallonne proche de Liège, lorsqu'ils ont annoncé les résultats obtenus par leurs camarades flamands et bruxellois, aux élections communales du 10 octobre.

L'impression d'être mal secondée, l'incompréhension à l'égard des résultats des deux autres régions dominantes. C'est, en somme, presque à cause d'eux qu'on ne pourra pas faire de la progression sociale wallonne un grand mouvement national. D'où la tendance accrue au repli sur soi-même, la volonté de ne considérer que sa propre région pour tirer des conclusions. Au moins, là, le socialisme progresse, on est bien chez soi. Pourtant, cette impression première, affective, impulsive, il faut la nuancer en s'appuyant sur deux types de considérations. Tout d'abord, il y a, en fait, deux tendances généralisées en Flandre et en Wallonie : l'affaiblissement du courant communautaire et le repli sur la part locale dans la Région, qui l'on peut justifier, entre autres, par le climat économique critique.

En deuxième lieu, il serait simple d'analyser les résultats wallons comme un succès socialiste unitaire. Il est vrai que la progression attendue s'est défilée, et qu'elle a été suffisamment impor-

tante pour qu'on la considère comme une victoire, par rapport aux buts que les socialistes s'étaient donnés pour cette campagne : démontrer l'opposition au gouvernement C.V.P. de M. Tindemans.

Mais les socialistes n'ont pas été les seuls à enregistrer une progression. Même en tenant compte d'une surrection certaine due aux méthodes de campagne par rapport aux élections de 1970, où le P.S.C. était souvent, en Wallonie, « masqué » sous le dénominateur « Initiative communale ».

Une campagne antisocialiste

Si l'on prend comme exemple la Région flamande, cette progression des voix catholiques n'a guère bénéficié aux faibles démocrates-chrétiens, mais bien aux listes P.S.C. qui, souvent, représentent le courant droitier (parfois organisé au sein du C.E.P.W.). C'est notamment, le cas à Liège-ville, où Jean-Pierre Grela a remporté un confortable succès alors que la liste dissidente démocrate-chrétienne n'obtenait même pas un siège. Et, dans l'agglomération, cette liste P.S.C. présentait un candidat d'extrême droite.

Le succès de la liste catholique se réalise presque entièrement au détriment du parti libéral, particulièrement faible, puisque exceptionnellement les principaux représentants de la bourgeoisie locale,

partis catholique a bénéficié également du recul libéral et du Rassemblement wallon, illustré par le peu de succès, à Thion, de son président, M. P.-H. Gendebien. Cela démontre que ce recul n'est pas uniquement dû à un reflux oppositional, qui, des lors, aurait dû s'étendre également au P.S.C. membre actuel de la coalition gouvernementale et partenaire privilégié du C.V.P. Il apparaît comme la traduction de cette volonté d'écarter sur les partis forts, que l'on constate dans les deux régions importantes du pays.

Proche de Liège, la ville de Huy est un cas exemplaire : si les socialistes ont remporté la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en laissant réintégrer les principaux représentants de la bourgeoisie locale, notamment, M. Jean Göl, secrétaire d'Etat à l'économie régionale.

On pourrait trouver, en Wallonie, de nombreux exemples du même type, où la progression socialiste s'accompagne d'une progression du P.S.C. qui, pour être réelle, n'en est pas moins supérieure à ce que veulent faire croire les porte-parole officiels de ce parti. Beaucoup plus souvent, il s'agit de la liste catholique traditionnelle et réactionnaire plutôt que la liste démocrate-chrétienne.

Proche de Liège, la ville de Huy est un cas exemplaire : si les socialistes ont remporté la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en laissant réintégrer les principaux représentants de la bourgeoisie locale, notamment, M. Jean Göl, secrétaire d'Etat à l'économie régionale.

On pourrait trouver, en Wallonie, de nombreux exemples du même type, où la progression socialiste s'accompagne d'une progression du P.S.C. qui, pour être réelle, n'en est pas moins supérieure à ce que veulent faire croire les porte-parole officiels de ce parti. Beaucoup plus souvent, il s'agit de la liste catholique traditionnelle et réactionnaire plutôt que la liste démocrate-chrétienne.

Proche de Liège, la ville de Huy est un cas exemplaire : si les socialistes ont remporté la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en laissant réintégrer les principaux représentants de la bourgeoisie locale, notamment, M. Jean Göl, secrétaire d'Etat à l'économie régionale.



Après les élections communales

La coupure des forces politiques ne décalque pas les oppositions régionales

Par ANNE-MARIE LIZIN

La Belgique est-elle définitivement divisée entre trois pôles aux préoccupations sociologiques différentes ? On aurait pu le croire en assistant aux réactions des candidats d'une ville wallonne proche de Liège, lorsqu'ils ont annoncé les résultats obtenus par leurs camarades flamands et bruxellois, aux élections communales du 10 octobre.

L'impression d'être mal secondée, l'incompréhension à l'égard des résultats des deux autres régions dominantes. C'est, en somme, presque à cause d'eux qu'on ne pourra pas faire de la progression sociale wallonne un grand mouvement national. D'où la tendance accrue au repli sur soi-même, la volonté de ne considérer que sa propre région pour tirer des conclusions. Au moins, là, le socialisme progresse, on est bien chez soi. Pourtant, cette impression première, affective, impulsive, il faut la nuancer en s'appuyant sur deux types de considérations. Tout d'abord, il y a, en fait, deux tendances généralisées en Flandre et en Wallonie : l'affaiblissement du courant communautaire et le repli sur la part locale dans la Région, qui l'on peut justifier, entre autres, par le climat économique critique.

En deuxième lieu, il serait simple d'analyser les résultats wallons comme un succès socialiste unitaire. Il est vrai que la progression attendue s'est défilée, et qu'elle a été suffisamment impor-

tante pour qu'on la considère comme une victoire, par rapport aux buts que les socialistes s'étaient donnés pour cette campagne : démontrer l'opposition au gouvernement C.V.P. de M. Tindemans.

Mais les socialistes n'ont pas été les seuls à enregistrer une progression. Même en tenant compte d'une surrection certaine due aux méthodes de campagne par rapport aux élections de 1970, où le P.S.C. était souvent, en Wallonie, « masqué » sous le dénominateur « Initiative communale ».

Le succès de la liste catholique se réalise presque entièrement au détriment du parti libéral, particulièrement faible, puisque exceptionnellement les principaux représentants de la bourgeoisie locale,

partis catholique a bénéficié également du recul libéral et du Rassemblement wallon, illustré par le peu de succès, à Thion, de son président, M. P.-H. Gendebien. Cela démontre que ce recul n'est pas uniquement dû à un reflux oppositional, qui, des lors, aurait dû s'étendre également au P.S.C. membre actuel de la coalition gouvernementale et partenaire privilégié du C.V.P. Il apparaît comme la traduction de cette volonté d'écarter sur les partis forts, que l'on constate dans les deux régions importantes du pays.

Proche de Liège, la ville de Huy est un cas exemplaire : si les socialistes ont remporté la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en laissant réintégrer les principaux représentants de la bourgeoisie locale, notamment, M. Jean Göl, secrétaire d'Etat à l'économie régionale.

On pourrait trouver, en Wallonie, de nombreux exemples du même type, où la progression socialiste s'accompagne d'une progression du P.S.C. qui, pour être réelle, n'en est pas moins supérieure à ce que veulent faire croire les porte-parole officiels de ce parti. Beaucoup plus souvent, il s'agit de la liste catholique traditionnelle et réactionnaire plutôt que la liste démocrate-chrétienne.

Proche de Liège, la ville de Huy est un cas exemplaire : si les socialistes ont remporté la majorité absolue, la liste P.S.C. passe de quatre à sept sièges en laissant réintégrer les principaux représentants de la bourgeoisie locale, notamment, M. Jean Göl, secrétaire d'Etat à l'économie régionale.

La coopération des régions d'Europe

Par ALFRED CALIFICE *

La régionalisation est en marche. Par la révision du 24 décembre 1970, le pouvoir central a consacré l'existence de trois régions en Belgique et posé le principe de l'attribution aux futures régions régionales de la compétence de régler certaines matières. Par la loi du 1^{er} août 1974, le pouvoir législatif a créé des institutions régionales (conseils régionaux et comités ministériels des affaires régionales), et leur a préparé à l'application de l'article 107 quater de la Constitution.

Toutefois, ni l'article 107 quater ni la loi du 1^{er} août 1974 n'ont explicitement prévu l'intervention de la région dans les relations internationales.

Pourtant, la mise en œuvre de l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1974 (définissant les matières pour lesquelles une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie) a démontré que, dans plusieurs de ces matières, la région est appelée à jouer un rôle dans les relations internationales et notamment frontalières. En effet, dans divers domaines, les mesures prises par l'autorité régionale, essentiellement par le comité ministériel des affaires régionales, peuvent s'envisager inapplicables, inefficaces ou inutilement coûteuses en raison de l'existence d'une frontière et de tout ce qu'elle implique : rupture de l'unité d'une zone à aménager, d'une réserve naturelle, d'un réseau de circulation ; inaccessibilité d'un service ou d'un équipement pourtant proche ; disparité des règles de protection d'un milieu environnemental ; défaut de coordination des programmes de développement et des actions de promotion économique ou touristique, etc.

Prenez un exemple parmi d'autres, celui de la politique de l'eau, laquelle figure parmi les matières énumérées à l'article 4, de la loi

du 1^{er} août 1974. Il est évident qu'une politique de l'eau n'est praticable à l'échelon régional sans tenir compte de la dimension européenne. La Wallonie se trouve en effet, par la configuration de ses bassins et ses caractéristiques, en liaison avec trois partenaires importants de la Communauté européenne : la France en amont, l'Allemagne et surtout la Hollande en aval. Elle contribue en outre à l'approvisionnement en eau de la Région bruxelloise et de la Région flamande. Cette situation amène la Wallonie au dialogue ciblé et privilégié avec les régions voisines, et sa politique de l'eau est largement tributaire de cette concertation internationale.

Encore faut-il trouver un juste équilibre. L'autonomie des organes régionaux ne saurait pas réduire à peu de chose dans le domaine de la gestion des eaux et un traité, de la négociation auquel la région wallonne d'aurait eu connaissance part, venant régler les débats et les prévisions, fixer un délai pour la construction de barrages de soutien de l'étiage, préciser les volumes et les moments de décharge des réserves constituées derrière les barrages, fixer des objectifs de qualité des eaux et le délai pour les atteindre ? Ou serait encore dans ces conditions l'autonomie de la région ?

D'autre part, on ne pourrait davantage admettre qu'un traité ou un règlement international impose à une région des normes de qualité plus sévères sans prévoir au moins un mécanisme de compensation. Il ne serait pas équilibré que l'essor d'autres régions fût en fait payé par la Wallonie, qui se verrait imposer de lourdes servitudes quant à la gestion de ses eaux et serait de plus à sacrifier certains de ses atouts les

* Ministère des affaires wallonnes, président du comité ministériel des affaires wallonnes.

plus beaux à la construction de barrages.

Il est donc indispensable de trouver un équilibre qui tienne compte également des intérêts des eaux et des territoires, en liaison avec trois partenaires importants de la Communauté européenne : la France en amont, l'Allemagne et surtout la Hollande en aval. Elle contribue en outre à l'approvisionnement en eau de la Région bruxelloise et de la Région flamande. Cette situation amène la Wallonie au dialogue ciblé et privilégié avec les régions voisines, et sa politique de l'eau est largement tributaire de cette concertation internationale.

Encore faut-il trouver un juste équilibre. L'autonomie des organes régionaux ne saurait pas réduire à peu de chose dans le domaine de la gestion des eaux et un traité, de la négociation auquel la région wallonne d'aurait eu connaissance part, venant régler les débats et les prévisions, fixer un délai pour la construction de barrages de soutien de l'étiage, préciser les volumes et les moments de décharge des réserves constituées derrière les barrages, fixer des objectifs de qualité des eaux et le délai pour les atteindre ? Ou serait encore dans ces conditions l'autonomie de la région ?

D'autre part, on ne pourrait davantage admettre qu'un traité ou un règlement international impose à une région des normes de qualité plus sévères sans prévoir au moins un mécanisme de compensation. Il ne serait pas équilibré que l'essor d'autres régions fût en fait payé par la Wallonie, qui se verrait imposer de lourdes servitudes quant à la gestion de ses eaux et serait de plus à sacrifier certains de ses atouts les

D'une communauté

Par MARCEL THIRY *

La communauté — le mot, la notion et la chose — aura connu dans l'histoire contemporaine une fortune assez remarquable. Au siècle dernier, l'invention de cette relative nouveauté d'origine et d'attachements multiples, d'un terme soigneusement équivoque, on ne peut pas dire d'ambigu, a été le pallier et le confort de la descente involontaire d'un empire. Puis nous vîmes l'Europe mettre en commun entre plusieurs de ses Etats l'exploitation de richesses naturelles, avant de se forger une communauté économique qui tendit bientôt à se vouloir politique. Dans un des Etats, la Belgique, de cette Communauté européenne, une profonde crise a fait apparaître des communautés intérieures ; constitutionnellement limitées jusqu'ici au domaine culturel, elles ont vite été poussées vers un pouvoir politique ; elles forment la base d'un fédéralisme dont on ne cherche plus que la formule.

La communauté culturelle française de Belgique, reconnue en 1970, n'est pas isolée à la Wallonie, on dénombre la plus nombreuse en population et la plus vaste en territoire : elle englobe les francophones de Bruxelles ; c'est ce qui fait son poids et permet d'entrevoir une Belgique qui soit équilibrée, condition essentielle de sa survie. Mais la Wallonie, cette région administrative dans la communauté culturelle, est aussi en réalité humaine, partie d'une autre communauté : d'une communauté avec la France : une des communautés nouvelles participe la France.

C'est si vrai qu'en plus d'une : leur ensemble fait toute une riche biologie politique. Elles se superposent en plusieurs plans, comme dans un élan on voit s'aligner, depuis les petites aires, des aires, d'après des différences caractéristiques. Ainsi la France apparaît à la communauté par la langue, étendue sur plusieurs continents, la francophonie ; elle lui appartient avec Wallonie et avec Bruxelles. Et

la France est encore de ces communautés marginales où le levain du développement aurait besoin de plus d'une nutrice pour marquer les degrés de l'affinité — celle-ci étant intimement liée avec une dure loi, celle qu'évoque Jersey, noble couragier aréopage.

Mais la communauté France-Wallonie peut se réclamer d'une personnalité particulière. L'attachement de sa tradition délégué lui est un gage de solidité. On pourrait s'étonner d'entendre parler de tradition ancienne à propos d'un pays à qui le poète Albert Mockel n'a révélé son nom qu'il y a tout juste quatre-vingt-dix ans, et qui n'a connu que se constituer en nation que par une assez récente réaction à la poussée de la communauté flamande numériquement plus forte.

Ce serait méconnaître que les Wallons et les pays wallons aient, dans le sentiment wallon pour la France avec eux, bien avant que la Wallonie fut conçue comme une unité. Si c'est Liège — Liège et Dinant, « petite France de Meuse » — qui manifeste au quinzième siècle, l'acte à la paroi de la maison de Bourgogne, cette fidélité passionnée de la France et de son roi qui donne tant d'importance à l'histoire, c'est aussi que seule la démocratie principauté de Liège est siro indépendante dans le monde, malgré le lien fort d'alliance à l'Empire, au milieu de la mosaïque féodale des marquisats et duchés ; c'est aussi que l'évolution culturelle et industrielle y était siro un avancement et permettait une plus vive et libre expression des idées populaires. Mais le sentiment français était siro aussi profondément ancré individuellement dans le français, par exemple, qu'un petit duc de France, en l'île restée. Quel souvenir n'a-t-il pas des chansons françaises alors que le langage

* Membre de l'Académie royale de littérature française.

Les partis politiques

- Parti social chrétien (P.S.C.).
- Rassemblement wallon (R.W.).
- Parti communiste belge (P.C.B.).
- Parti de la liberté et de progrès (P.L.P., libéral).
- Parti socialiste belge (P.S.B.).
- Front démocratique francophone (F.D.F.).

CEPIC : Centre politique des indépendants et des cadres chrétiens.

(Lire la suite page 28.)



Les voies de la diversification industrielle

Par JEAN-PIERRE PAUWELS *

Si la Wallonie a connu une croissance moins explosive que certaines régions européennes d'industrialisation plus récente, il n'en reste pas moins vrai que l'acier et le potentiel industriel wallons, ainsi que la qualité du capital humain, constituent une base idéale pour amplifier l'effort de diversification entreprise depuis une décennie dans des secteurs tels que la pétrochimie à Fclay, la construction mécanique à Charleroi et, à Liège, la chimie et l'électronique.

La région wallonne doit continuer et amplifier la diversification de son économie. En effet, elle constitue la seule voie, lorsque certaines activités traditionnelles menacent le pas ou sont entravées à des rationalisations, pour maintenir leur compétitivité à l'échelle internationale. Plusieurs régions en Europe sont confrontées avec un problème analogue, et le remède proposé n'a rien d'original. La diversification de structures industrielles est néanmoins une opération de politique économique parfois plus difficile à réussir que le défrichement industriel d'une région moins développée. Elle permet d'abord de maintenir et ensuite de développer l'emploi, et de mieux faire face aux fluctuations conjoncturelles et autres impulsions de l'économie mondiale, à condition d'insérer la région dans des filières industrielles qui sont à sa portée et dont les perspectives sont prometteuses, toutes contraintes intérieures et extérieures prises en compte.

La diversification économique d'une région n'implique d'aucune manière l'abandon des activités traditionnelles, mais elle est un moyen terme important volume d'activités. C'est le cas en Wallonie pour l'industrie sidérurgique, dont le renforcement doit être poursuivi. Néanmoins, la tâche importante et

délicate de l'allocation des ressources entre la diversification industrielle et le renforcement de certaines activités traditionnelles devrait être mieux assumée que dans le passé par la planification régionale.

Dans quelle direction l'économie wallonne doit-elle se diversifier et de quelle manière le processus peut-il être amplifié ?

Comme pour toute région européenne, les activités productrices de la Wallonie se développent à quatre niveaux : le marché régional, le marché national, les échanges avec l'Europe des Neuf et les exportations au-delà de la Communauté. La Wallonie, en tant que région européenne de moyenne dimension, connaît donc une sensibilité économique très ouverte et très intégrée dans son environnement belge et européen.

Les activités traditionnelles de fabrication de demi-produits (produits sidérurgiques, ciment, verre) ont pu être exploitées par le fait qu'un petit pays dispose d'un avantage comparatif lorsqu'il se spécialise dans des produits qui sont standardisés internationalement. Il bénéficie ainsi d'un élargissement immédiat de son marché national.

La Wallonie a jusqu'à présent obtenu de nombreux demi-produits, pour l'avenir, elle devra donc amplifier son effort de diversification dans le domaine des fabrications élaborées, c'est-à-dire des produits, biens d'équipement ou systèmes dont la conception nécessite un important effort de recherche et de développement et qui appellent des technologies avancées.

Les caractéristiques principales des fabrications élaborées sont, selon le cas, la qualité, la fiabilité, la spécificité, ou les très faibles coûts.

Dans une perspective de développement industriel à long terme, la spécialisation dans des produits élaborés est très favorable et correspond parfaitement au profil économique et social de la Wallonie : région de dimension réduite, éloignée, certes, de ressources naturelles (eau, bois, charbon pouvant être gazéifié à l'avenir), mais surtout d'un acquis industriel et d'un capital humain de qualité.

Avec la fabrication élaborée on s'écarte souvent de la production de masse ou de très grandes séries dans lesquelles les grands pays disposent d'un avantage absolu. Par ailleurs, en se spécialisant dans les « industries scientifiques », on ne produit plus que tout le monde peut, à son tour, au prix de quelque effort, produire rapidement. La région se crée ainsi des avantages comparatifs, tant par rapport aux grandes nations industrielles que par rapport aux pays en voie d'industrialisation.

La diversification de l'économie d'une région peut être le fait d'apports extérieurs ou être entreprise par le potentiel industriel propre de la région. Les investissements étrangers, parmi lesquels les investissements français occupent la seconde place après les américains, ont contribué, dans le passé, et contribuent vraisemblablement à l'avenir de manière importante à la diversification des activités productrices en Wallonie.

L'autre voie consiste à accélérer le processus en utilisant le potentiel industriel, national et régional, en greffant d'ores et déjà des activités connexes sur des entreprises existantes de la région, en faisant appel à leur savoir-faire pour entreprendre, au sein d'unités séparées, des activités nouvelles. La croissance de l'entreprise dépend pour une bonne part de sa propension à diversifier ses productions. La réalité industrielle ne le confirme chaque

jour, et la littérature économique tant américaine (I. Ansoff, R. Merriam, E. Penrose) que française (A. Corta) a fait preuve d'un intérêt croissant pour l'étude du phénomène dynamique de la diversification.

Si les pouvoirs publics sont à même de jouer un rôle important, tant par la soutien à la recherche et au développement que par une participation au risque inhérent à de nouvelles activités industrielles, il n'en est pas moins certain que le processus de réorientation ou de transformation ne peut être mené à bien que par le talent des entrepreneurs, privés ou publics.

Il implique une action volontariste de longue haleine, nécessitant beaucoup de conviction et de courage, faisant appel à des moyens relativement importants, dont la valorisation s'opère souvent à terme, et comportant indéniablement des risques d'échec. C'est le pourquoi de la seule voie possible, si l'on veut accélérer et amplifier la diversification économique de la Wallonie.

Cette volonté est présente, tant au sein des pouvoirs publics, qui mènent depuis de nombreuses années une politique de redéploiement industriel, qu'au sein des forces vives de la région, par le truchement du Conseil économique régional (C.E.R.W.). Constatons de ce que toutes entreprises de diversification des structures économiques constituent une opération à moyen et long terme, le secrétaire d'Etat à l'économie régionale et le Conseil économique régional envisagent d'entreprendre un vaste programme de recherches en vue d'activer le redéploiement industriel de la région. Cette initiative ne peut qu'influencer favorablement le processus de mutation économique qui est la sorte de toutes les régions du charbon et de l'acier en Europe.

Les données du déséquilibre

La révolution industrielle a pris très tôt son essor en Belgique et s'est d'abord développée en Wallonie, à partir des mines de charbon et des industries du fer et de l'acier. D'autres activités, principalement dans la construction mécanique, se sont ensuite développées. Les secteurs de la métallurgie des non-ferreux, du verre et du ciment ont complété cette structure.

La spécialité de la Wallonie dans des secteurs industriels à haute intensité de capital et de fabrication des demi-produits, dont la demande est très sensible aux fluctuations du commerce international, s'est maintenue jusqu'à nos jours. Cette prépondérance s'est toutefois réduite au fil du temps. Le produit intérieur brut belge (P.I.B.) s'élevait en 1974 à 28,5 %, contre 55,4 % pour la Flandre (4,6 millions d'habitants). Le taux moyen de croissance en Wallonie a atteint 4,4 % pendant la période 1970-1974 et était inférieur au taux moyen du royaume (5 %).

Si l'emploi a progressé en Wallonie de quelque sept mille unités entre 1963 et 1968, il a, par contre, augmenté de sept mille sept cents unités pendant les années de haute conjoncture à partir de 1968. Pour l'heure le taux de chômage est le plus élevé en Wallonie (10,9 %) qu'en Flandre (9,1 %) et à Bruxelles (8,1 %).

En 1974, le secteur secondaire produisait 48,5 % du produit régional brut (P.R.B.) en Wallonie. Il se trouvait à l'égalité avec le secteur tertiaire. La contribution du secteur primaire ou agricole se limite à 3,8 %. La structure du produit régional brut est quasi identique en Flandre et en Wallonie, tandis qu'à Bruxelles, capitale et centre administratif du pays, le secteur tertiaire est prédominant.

Pour ce qui concerne le secteur secondaire, la métallurgie (10,2 % du P.R.B.) constitue la principale branche industrielle en Wallonie, suivie en ordre décroissant, par les secteurs des fabrications métalliques (8,3 %), de la construction (7,1 %), de l'alimentation (4,5 %) et de la chimie (3,8 %).

Selon le ministère des affaires économiques, le produit régional wallon, en 1971, a été réalisé par des secteurs dont la croissance était inférieure à 4,5 %, tandis que pour 53,5 %, le produit régional résultait, pour 18 % seulement, de l'activité de secteurs avec un taux de croissance supérieur à 5,2 %.

Le constat des coefficients de W. Harrod indique pour le régional wallon, en 1971, a été réalisé, par des secteurs dont la croissance était inférieure à 4,5 %, tandis que pour 53,5 %, le produit régional résultait, pour 18 % seulement, de l'activité de secteurs avec un taux de croissance supérieur à 5,2 %.

Quant aux investissements, ils se concentrent dans la métallurgie et les fabrications métalliques, principaux secteurs de l'industrie industrielle. Le taux d'investissement en région wallonne correspond à celui de la Flandre et à la moyenne de la Communauté.

En 1972, la Wallonie a exporté 45,8 % de sa production industrielle. La part wallonne dans les exportations belges s'élève à 29,1 %. Les branches exportatrices sont, par ordre d'importance, la métallurgie, les fabrications métalliques, l'industrie chimique, le verre et le ciment. Pour ce qui concerne le commerce inter-régional, le bilan commercial de la Wallonie, tout comme celui de la Flandre, est déficitaire.



HOTELS AMIGO

BRUXELLES

1-3, rue de l'Amigo
Tél. (02) 511.59.10
Téléc. : 21.618

Au cœur de la ville,
dans le cadre prestigieux
de la Grand-Place

MONS (Mansuy-St-Jean)

Chaussée de Brunehaut
Tél. (065) 72.87.21
Téléc. : 57.313

Dans un site boisé,
à 1 km de l'autoroute
de Paris
Piscine chauffée

VERVIERS

Rue Herlo, 1
Tél. (087) 22.11.21
Téléc. : 49.128

Dans un parc de verdure
Aux portes de l'Eifel
Piscine chauffée

NAMUR

Citadelle
Tél. (081) 22.26.30
Téléc. : 59.097

Dominant la Vallée de
la Meuse
Piscine et tennis

Les Hôtels AMIGO vous offrent :

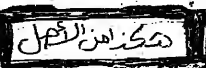
- un service de premier ordre ;
- chambres et suites de grand confort ;
- salons pour conférences et banquets ;
- facilités pour l'organisation de séminaires.



En vente en Belgique dans les meilleures maisons d'alimentation

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHEVRON

Téléphone : (086) 43-33-37





LES RÉALITÉS POLITIQUES

La classique opposition Nord-Sud s'exprime dans le heurt de deux nationalismes

— nous déclare M. Lode Claes, sénateur de la Volksunie

Les souvenirs des grands heurts de 1959, du climat de guerre civile qui tendait à s'installer entre Belges, appartenant-ils seulement à l'histoire ? Les évolutions profondes de la Belgique n'ont pas été freinées par la réforme de la Constitution de 1971. Mais les communautés dialoguent et leur coexistence aboutit parfois à des convergences sur les orientations fédérales.

La définition de l'identité de la Wallonie serait incomplète, si l'analyse de ses particularités — certaines d'ailleurs, adversaires —, les Flamands, ne figurait pas dans ce page. Nous avons demandé à l'un des protagonistes les plus actifs du mouvement flamand, M. Lode Claes, sénateur de Bruxelles pour la Volksunie (parti flamand extrémiste), de dessiner la réalité wallonne, par comparaison et contradiction avec celle de la Flandre. Ce verra qu'il le fait sans polémique et que ses propos englobent aussi ce qu'il nomme « la nationalité belge ».

« Que signifie aujourd'hui le fait wallon, le mot « Wallonie », dans le contexte géographique, politique, culturel, de la Belgique, après la réforme de la Constitution de 1971 ?

— La Wallonie est une entité en formation. Il y a parallélisme entre l'évolution du pays flamand et celle du pays wallon, parallélisme qui n'est pas pour la troisième région, Bruxelles, communauté urbaine, dépourvue des mêmes possibilités de se constituer en groupe ethnique. Elle est bilingue, quoique le groupe flamand y soit minoritaire.

« Mais le parallélisme est marqué de dissonance : la prise de conscience du pays flamand, en tant que groupe ethnique, nation ou groupe socio-culturel, est de plus vieille date. Il se pourrait d'ailleurs que les antithèses géographiques au sein du pays wallon, soient plus considérables qu'au sein du pays flamand.

« La première explication, c'est que la Wallonie, pendant longtemps, a été très fortement identifiée avec une certaine Belgique. Pas lieu donc pour elle d'en arriver à une prise de conscience, politique la communauté belge était à prédominance française. La Wallonie, du point de vue économique, était en pleine expansion pendant le dix-neuvième siècle, et même le premier quart du vingtième siècle. Elle s'épanouissait pas le même heurt de se constituer en entité politique propre.

« Les relations entre la Flandre et les Pays-Bas d'une part, entre la France et la Wallonie d'autre part, ne sont pas comparables. L'interférence culturelle et linguistique de la Wallonie est beaucoup plus considérable que l'interférence de la Flandre, limités aux Pays-Bas. La Flandre a trouvé plus facilement un équilibre vis-à-vis des Pays-Bas que la Wallonie vis-à-vis de la France. Pour la même raison, nous nous sentons de plus en plus étrangers sur les Pays-Bas. Nous formons une

« Elle ne se pose pas non plus dans les relations France-Wallonie, mais l'idée constante, vague dans les préjugés, les stéréotypes, c'est que la Wallonie au fond devrait faire partie intégrante d'une vaste communauté culturelle, et même politique, française.

« Au point de vue culturel, la Wallonie a peine à se constituer en entité distincte du côté de la frontière méridionale. La Flandre, au contraire, y est mieux parvenue. Les liens ethniques entre la Wallonie et la France sont autres. À l'intérieur de la francité, un certain régionalisme est en train d'apparaître. La constitution de la Wallonie comme entité propre ne peut être que fléchissante.

Au-delà de l'opposition Nord-Sud

— Les Flamands considèrent-ils qu'ils ont encore quelque chose de commun avec les Wallons ?

— Le mouvement flamand, prise de conscience surtout culturelle, s'exprime surtout sur le terrain linguistique, à travers son chemin d'émancipation. Les Flamands, communauté urbaine, dépourvue des mêmes possibilités de se constituer en groupe ethnique, elle est bilingue, quoique le groupe flamand y soit minoritaire.

« Mais le parallélisme est marqué de dissonance : la prise de conscience du pays flamand, en tant que groupe ethnique, nation ou groupe socio-culturel, est de plus vieille date. Il se pourrait d'ailleurs que les antithèses géographiques au sein du pays wallon, soient plus considérables qu'au sein du pays flamand.

« La première explication, c'est que la Wallonie, pendant longtemps, a été très fortement identifiée avec une certaine Belgique. Pas lieu donc pour elle d'en arriver à une prise de conscience, politique la communauté belge était à prédominance française. La Wallonie, du point de vue économique, était en pleine expansion pendant le dix-neuvième siècle, et même le premier quart du vingtième siècle. Elle s'épanouissait pas le même heurt de se constituer en entité politique propre.

« Les relations entre la Flandre et les Pays-Bas d'une part, entre la France et la Wallonie d'autre part, ne sont pas comparables. L'interférence culturelle et linguistique de la Wallonie est beaucoup plus considérable que l'interférence de la Flandre, limités aux Pays-Bas. La Flandre a trouvé plus facilement un équilibre vis-à-vis des Pays-Bas que la Wallonie vis-à-vis de la France. Pour la même raison, nous nous sentons de plus en plus étrangers sur les Pays-Bas. Nous formons une

« Depuis la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis vingt-cinq ans, le taux de croissance économique en pays flamand et d'ailleurs à Bruxelles, toutes proportions égales, est du côté flamand — a été beaucoup plus fort qu'en pays wallon. Le pays flamand s'est donc trouvé dans un climat néo-libéral.

« Du côté wallon, une forte tradition socialiste est née de l'industrialisation. La Wallonie cherche la rentabilité de ses problèmes économiques dans un certain dirigisme ; le socialisme wallon est dirigiste parce qu'il ne voit d'autre que dans une plus forte intervention de l'autorité publique.

« Même si les résultats des dernières élections communales ont marqué des changements notables, le clivage des différences politiques s'est renforcé.

« Bien entendu, les idées politiques flamandes ne visent pas le savoir et le progrès communautaire, à ce qui devrait être leur philosophie politique fondamentale, mais dans un réflexe de défense bien déposé, l'unité de la Flandre face à une Wallonie unie.

« La question d'est posée à l'occasion de la création des sociétés de développement régional. La Wallonie a opté pour une société, dans une certaine tradition jacobine. La Flandre a fini par créer cinq sociétés, se prononçant ainsi pour la répartition de la région, presque provinciale. Mais ce n'a pas été sans mal.

« Dans ce sens, c'est la question de la « nation ».

« La monarchie ne fait pas partie du contenu communautaire. Il s'en est fallu de peu en Belgique. Tout au plus l'histoire Nord-Sud, la question communautaire, l'ont-elles eues à une plus grande prudence, à une non-union accrue dans l'évolution territoriale du pays.

« Le problème est un peu autre en Belgique en notre pays.

malheureuse révision de la Constitution, mais l'évolution des sociétés dans les trois régions, qui a rencontré l'évolution des structures au niveau des partis. La constitution des deux ailes chez les socialistes-chrétiens, ou au sein du monde libéral, a été rapide. Si le parti socialiste maintenait une certaine unité d'action et nous a surpris voulu quelques mois par la présentation d'un plan de réajustement des problèmes communautaires, il est parvenu, quand on a regardé de près, par les mêmes forces centrifuges.

« La tradition de solidarité protestataire lui a permis pendant longtemps de maintenir l'unité, quoiqu'elle ait dû mal à dépasser les oppositions des nationalistes. Dans la plupart des cas, même quand ceux-ci ne parvenaient pas à porter nationalement, à modifier les structures des partis ou de l'État, ils sont suffisamment

forts pour immobiliser l'évolution normale du monde socialiste belge, par la nécessité continue de composer entre Flamands socialistes et Wallons socialistes ; la même chose pour les autres familles politiques.

« L'opposition sentimentale n'est pas, mais la conscience d'être différents est très grande, alors qu'ils vivent dans le même pays. La tentative de créer une nation belge s'est soldée par un échec. Il y a un patrimonisme belge. L'échec n'a donc pas été complet.

« Mais la volonté de faire une nation flamande n'avance pas. Le besoin d'autonomie, flamande ou wallonne, résulte d'un effet de groupe d'émulation. Le vrai sentiment de prendre son propre sort en main, ce qui constitue une nation, n'émerge pas.

Propos recueillis par JACQUES NOBECOURT

La coupure des forces politiques

(Suite de la page 23.)

Le P.L.P. hutois, qui s'était retiré à une propagande électoraliste, a été le grand perdant de ces élections. Si elle lui donne un décalage particulier, cette analyse du renouveau relatif du P.S.C. en Wallonie ne doit cependant pas faire perdre de vue l'ampleur de l'avance socialiste dans cette région.

« Elle a été générale à Liège, dans la province de Namur, dans la Brabant wallon, où M. Pierre Fassin, député de Braine-le-Château, et M. Emile Labruyère, député de Wavre, ont obtenu la participation au gouvernement. On peut penser, dès lors, qu'il y aura chez eux peu d'intérêt pour la remise en cause de sa doctrine.

Conséquences nationales

Le R.W. et le P.L.P. devaient alors les principaux appuis du C.V.P. pour la poursuite de l'expérimentation gouvernementale actuelle. A moins que ne se dessine, au sein de ce dernier, une tendance déstabilisante, les prochaines élections législatives et demandant le retour à l'opposition. La comparaison entre les résultats du R.W. et ceux du P.L.P., restés dans l'opposition, pourrait les y inciter, mais ce parti se voit encore capable d'un tel saut ?

« Si l'avis du nationalisme flamand traditionnel, le renouveau par parti ou par classes, ce n'est pas un sentiment de solidarité, ce sont de temps en temps identifiés avec une nation belge. La prise de conscience wallonne sur la plan politique se manifeste dans le mouvement de la Flandre, les travaux publics, bien entendu, la politique d'expansion économique, une fois terminée, sans qu'il y ait, apparemment, de la part de la Flandre, la politique, du Nord et du Sud.

« Depuis 1959, l'appareil de l'État a fonctionné dans une logique d'assimilation de l'entité belge. On a pu en constater une vraie expression française. L'interférence envers une nation belge est restée présente en pays flamand et bien au-delà du nationalisme flamand traditionnel. Le renouveau par parti ou par classes, ce n'est pas un sentiment de solidarité, ce sont de temps en temps identifiés avec une nation belge. La prise de conscience wallonne sur la plan politique se manifeste dans le mouvement de la Flandre, les travaux publics, bien entendu, la politique d'expansion économique, une fois terminée, sans qu'il y ait, apparemment, de la part de la Flandre, la politique, du Nord et du Sud.

« Depuis la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis vingt-cinq ans, le taux de croissance économique en pays flamand et d'ailleurs à Bruxelles, toutes proportions égales, est du côté flamand — a été beaucoup plus fort qu'en pays wallon. Le pays flamand s'est donc trouvé dans un climat néo-libéral.

« Du côté wallon, une forte tradition socialiste est née de l'industrialisation. La Wallonie cherche la rentabilité de ses problèmes économiques dans un certain dirigisme ; le socialisme wallon est dirigiste parce qu'il ne voit d'autre que dans une plus forte intervention de l'autorité publique.

« Même si les résultats des dernières élections communales ont marqué des changements notables, le clivage des différences politiques s'est renforcé.

« Bien entendu, les idées politiques flamandes ne visent pas le savoir et le progrès communautaire, à ce qui devrait être leur philosophie politique fondamentale, mais dans un réflexe de défense bien déposé, l'unité de la Flandre face à une Wallonie unie.

« La question d'est posée à l'occasion de la création des sociétés de développement régional. La Wallonie a opté pour une société, dans une certaine tradition jacobine. La Flandre a fini par créer cinq sociétés, se prononçant ainsi pour la répartition de la région, presque provinciale. Mais ce n'a pas été sans mal.

« Dans ce sens, c'est la question de la « nation ».

« La monarchie ne fait pas partie du contenu communautaire. Il s'en est fallu de peu en Belgique. Tout au plus l'histoire Nord-Sud, la question communautaire, l'ont-elles eues à une plus grande prudence, à une non-union accrue dans l'évolution territoriale du pays.

« Le problème est un peu autre en Belgique en notre pays.

« Dans ce sens, c'est la question de la « nation ».

« La monarchie ne fait pas partie du contenu communautaire. Il s'en est fallu de peu en Belgique. Tout au plus l'histoire Nord-Sud, la question communautaire, l'ont-elles eues à une plus grande prudence, à une non-union accrue dans l'évolution territoriale du pays.

« Le problème est un peu autre en Belgique en notre pays.

« Dans ce sens, c'est la question de la « nation ».

Première banque belge, la Société Générale de Banque met à la disposition de ses clients

• son réseau national de 1115 agences, en contact journalier avec tous les secteurs de l'économie
• son réseau international, comprenant les cinq 150 points d'implantation répartis sur les cinq continents.

En France: BANQUE BELGE (Suisse) S.A.
Paris: 12, Rue Volney - 75002 Paris
Tél. 261.50.37
Lille: 99-98, Rue Nationale - 59000 Lille
Tél. (20) 57.57.42.

Société Générale de Banque

Phenix Wacks
FLEMMALLE-HAUTE BELGIQUE

Centre International de fabrication de tôle revêtue

GALBEST tôle galvanisée
estetic tôle prépeinte
skinplate tôle plastifiée
zincrométal primaire soudable
DECRAMASTIC tuiles métalliques

Commercialisation: **Eurinter**
Quai Hoover, 1.B.4110 Fiémalle-Haute/Belgique
Tél.: International + 32 41/33 48 30 - Telex: 41210

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : trois votes contre un embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud

AYANT repris, le 23 septembre, son débat sur la Namibie, entamé le 31 août, le Conseil de sécurité a terminé l'examen du problème le 19 octobre, en rejetant le projet de résolution qui lui avait été présenté par sept de ses membres (Belgique, Grèce, Liban, Pakistan, Roumanie et Tchécoslovaquie). Le texte, prévoyant un embargo immédiat sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, a été adopté par dix pays, mais les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont voté contre. Deux pays se sont abstenus : l'Italie et le Japon.

Les travaux de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unies, pour sa 31^{ème} session, s'est tenue à New York, du 24 septembre au 21 octobre. Elle a tenu 101 séances, dont 51 en plénière. Le 21 octobre, l'Assemblée a voté par cent voix contre une — France — (avec vingt-huit abstentions) en faveur d'un projet de résolution présenté par le Cameroun et condamnant la France pour sa politique à Mayotte. Le demandeur sous l'antenne française, alors que le veto de l'Assemblée générale a été accordé à la souveraineté. Le texte demande au gouvernement français et de se retirer immédiatement des négociations avec le gouvernement français pour le respect des dispositions de la présente résolution.

M. KURY WOLKOWSKI, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, a tenu le 21 octobre, le 21^{ème} anniversaire de la création de l'Assemblée générale. Il a souligné le rôle de l'Assemblée dans le développement de la coopération internationale et a appelé à une plus grande efficacité de l'Assemblée.

DROITS DE L'HOMME AU CHILI — Dans son rapport à l'Assemblée générale publié le 14 octobre, le Secrétaire général a souligné les violations des droits de l'homme au Chili. Il a appelé à une enquête internationale et à une condamnation de ces violations.

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE — La commission préparatoire du Fonds international de développement agricole a tenu sa première session à Rome du 17 au 20 septembre. Elle a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

APARTHEID — Le comité spécial contre l'apartheid a tenu sa 10^{ème} session à Genève du 14 au 17 octobre. Il a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

FORMATION ET RECHERCHES — M. René-Joey Grier (Suisse), directeur général de la Banque mondiale, a tenu une conférence de presse à Genève du 14 au 17 octobre. Il a souligné le rôle de la Banque mondiale dans le développement économique.

JOURNÉE DES NATIONS UNIES — Le 24 octobre, les Nations unies ont célébré la Journée des Nations unies. Des manifestations ont été organisées dans de nombreux pays.

REFUGIÉS — La vingt-cinquième session résumée du Comité des Nations unies pour les réfugiés a tenu sa 10^{ème} session à Genève du 14 au 17 octobre. Elle a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

COOPÉRATION INTERNATIONALE DE JUSTICE — Deux sessions de la Commission internationale de justice ont été tenues à New York du 14 au 17 octobre. Elles ont examiné les propositions de la Commission et ont adopté des résolutions.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE — La commission économique pour l'Afrique a tenu sa 20^{ème} session à Addis-Abeba du 14 au 17 octobre. Elle a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À LA VIOLENCE MONDIALE

UNESCO

Au conseil exécutif

Les quarante membres du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) se sont réunis à Paris au mois d'octobre pour préparer la conférence générale qui s'est ouverte à Nairobi (Kenya) le 28 octobre. Le conseil a adopté la résolution de la conférence générale d'octobre 1975-1976. Le conseil a également adopté une recommandation sur le budget du programme pour 1977-1978. Le budget est de 137,192 millions de dollars, soit une croissance de 4,2% par rapport à l'année précédente.

L'UNESCO a célébré, le 25 octobre, à Paris, la trentième anniversaire de sa création.

F.A.O.

Fourniture d'engrais à onze pays

Onze pays en voie de développement ont bénéficié d'un prêt de 10 millions de dollars de la Banque mondiale pour l'achat d'engrais. Les pays sont : l'Algérie, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, l'Italie, le Liban, le Maroc, le Mexique, le Pakistan, le Sénégal et le Yémen. Le prêt est destiné à financer l'achat d'engrais pour la campagne agricole 1977-1978.

Aide alimentaire au Vietnam

Un accord prévoyant la fourniture d'une aide alimentaire d'une valeur de 30,3 millions de dollars a été signé entre le gouvernement du Vietnam et la République socialiste du Vietnam. L'accord prévoit la fourniture d'aide alimentaire pour la campagne agricole 1977-1978. L'aide sera fournie sous forme de produits alimentaires et de matériel agricole.

QUATRE AIDES ALIMENTAIRES D'URGENCE — Une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1,2 million de dollars a été accordée à l'Égypte. Une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1,2 million de dollars a été accordée à l'Indonésie. Une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1,2 million de dollars a été accordée à l'Italie. Une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1,2 million de dollars a été accordée à la République socialiste du Vietnam.

VIETNAM — Le groupe intergouvernemental F.A.O. pour le monde, réuni à Rome du 14 au 17 octobre, a adopté une résolution sur le Vietnam. La résolution appelle à une aide alimentaire d'urgence au Vietnam.

JUZE — Vingt-sept pays et plusieurs organisations internationales ont participé, du 14 au 17 octobre, à la conférence internationale sur le Juze. La conférence a adopté une résolution sur le Juze.

LUTTE CONTRE LA BATTERIE — Le comité international pour la lutte contre la batterie a tenu sa 10^{ème} session à Genève du 14 au 17 octobre. Il a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

Agence internationale de l'énergie atomique

A la conférence générale : mise en cause de la politique nucléaire de l'Afrique du Sud

Les travaux de la vingt-troisième session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se sont déroulés du 21 au 23 septembre à Rio-de-Janeiro (Brésil), ont été dominés par la discussion des cent neuf délégations sur les problèmes nucléaires et surtout sud-africains. Des membres de pays appartenant au groupe des non-alignés ont demandé l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Agence, considérant que le régime de Pretoria n'est pas représentatif de la population sud-africaine et que, en se dotant de centrales nucléaires, le gouvernement de M. Vorster entend acquiescer à un armement atomique et constitue une menace pour l'Afrique. Modifiant par la suite leur attitude, ces pays se sont contentés de demander que le régime sud-africain ne soit plus membre du conseil permanent du conseil des gouvernements de l'AIEA, pour la région de l'Afrique; cette question sera examinée au cours de la prochaine assemblée.

A la suite de ces débats, plusieurs délégations ont exprimé leur inquiétude devant la situation de l'Agence. Parmi les autres sujets à l'ordre du jour figuraient l'examen du budget ordinaire pour 1977 (43,5 millions de dollars) et du programme pour 1977-1982, ainsi que le renouvellement des membres du conseil des gouvernements.

RECENSEMENT SUR LA FUSION NUCLEAIRE — Le conseil exécutif de l'Agence internationale de l'énergie atomique a tenu sa 10^{ème} session à Rio-de-Janeiro du 14 au 17 octobre. Il a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT — Une conférence internationale sur les organismes financiers d'aide au développement a tenu sa 10^{ème} session à Genève du 14 au 17 octobre. Elle a examiné les propositions de la Commission et a adopté une résolution.

L'Assemblée annuelle des conseils des gouvernements du Fonds monétaire et de la Banque mondiale

La trente et unième session de l'Assemblée annuelle des conseils des gouvernements du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque mondiale a eu lieu à Montréal du 4 au 8 octobre. Cette session a été l'occasion pour les ministres des Finances et présidents des Banques centrales d'échanger leurs vues sur la situation économique mondiale. Les débats ont été dominés par le problème de la dette et de l'investissement dans les pays en voie de développement. Les pays en voie de développement ont demandé une aide financière supplémentaire pour financer leur développement. Les pays développés ont insisté sur la nécessité de réduire la dette.

La session des conseils des gouvernements avait été précédée par la réunion du « groupe des Vingt-Quatre » et du comité directeur (le 2 octobre) et du « groupe des Dix » (le 3 octobre). Le comité du développement a tenu sa 10^{ème} session à Montréal, le 6 octobre.

L'événement attendu, au Fonds monétaire, reste l'entrée en vigueur de douze amendements aux statuts du Fonds, qui interviendront après ratification des trois cinquièmes des pays membres disposant des quatre cinquièmes des voix. Les amendements ont été adoptés par le conseil des gouvernements du Fonds monétaire, le 3 octobre.

Fonds monétaire international

Revision de taux de rémunération

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a annoncé le 21 septembre sa décision de réviser le taux de rémunération applicable aux positions dans la monnaie nationale et le taux d'intérêt du droit de tirage spécial (D.T.S.). Pour une période de trois mois à partir du 1^{er} octobre, le taux de rémunération sera porté de 4,75% à 5,25%. Le taux d'intérêt du droit de tirage spécial sera porté de 4,75% à 5,25%. Les commissions relatives aux D.T.S. ont également été portées à 4,75%, conformément aux termes du statut du F.M.I. Ils ne peuvent être plus élevés que le taux de rémunération quand celui-ci dépasse 5%.

ADHESION DES COMORES — Les Comores ont rejoint le Fonds monétaire international. Elles ont obtenu le statut de membre du Fonds. Les Comores ont également obtenu le statut de membre du conseil des gouvernements du Fonds monétaire.

QUATRIÈME VENTE D'OR — Le 2^{ème} octobre, le Fonds monétaire international a organisé la quatrième vente d'or. La vente a été une réussite. Elle a permis de lever 1,2 milliard de dollars. Les fonds ont été affectés à la réduction de la dette.

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé cinq prêts le 23 septembre : à l'Argentine : 115 millions de dollars destinés à améliorer le réseau électrique desservant la région de Buenos-Aires ;

ACCORDS DE GARANTIES AVEC LE CANADA, L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS — Le 1^{er} octobre, le conseil des gouvernements de l'AIEA a adopté un accord prévoyant l'application des garanties de l'Agence dans le cadre de l'accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Espagne. Le même jour, le conseil a également adopté un accord de coopération nucléaire entre la France et l'Algérie du Sud. (Voir le numéro d'octobre du Monde diplomatique).

TRAVAIL — Le chômage des pays de mer continue d'augmenter au cours des prochaines années dans le secteur des pêches maritimes. Les pêcheurs sont confrontés à une concurrence accrue et à une diminution des ressources. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour protéger les ressources et créer des emplois.

SANTÉ — Le docteur J.D. Ledy, (Union soviétique) a été nommé sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.). Il aura pour tâche de superviser les activités de l'Organisation dans les domaines de la santé publique, de la médecine, de la biologie et de la santé mentale.

NAVIGATION MARITIME — Le 23 septembre, M. Ruzsics (Roumanie) a été nommé directeur général de l'Organisation internationale de la navigation maritime (O.I.N.M.). Il aura pour tâche de superviser les activités de l'Organisation dans les domaines de la navigation maritime, de la sécurité maritime et de la coopération internationale.

LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE : 20 millions de dollars affectés à un programme de crédit à l'agriculture.

LA MALAISIE : 35 millions de dollars destinés à un projet d'amélioration de l'enseignement des écoles primaires.

LA BOLIVIE : 12 millions de dollars, qui financent des investissements dans des entreprises minières de petite dimension.

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SÉNÉGALAISE pour le développement de l'industrie et du tourisme (Sofidex) au Sénégal. 4,2 millions de dollars pour aider les entrepreneurs sénégalais à financer des projets industriels et touristiques.

NOUVEAU MEXIQUE : Le République socialiste du Vietnam a été admis le 23 septembre en tant que membre de la Banque mondiale.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AU LAÏE. L'Association internationale de développement (A.I.D.) a accordé, le 23 septembre, un prêt de 8 millions de dollars au Soudan pour la réhabilitation de la production de coton dans les régions d'Omdourman et de Khartoum.

PART DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. La Société financière internationale (S.F.I.) a consenti, le 6 octobre, le crédit industriel indien Soudan, un prêt de 600 millions de dollars pour financer la construction d'une nouvelle usine de ciment à cette société, spécialisée dans les activités industrielles et commerciales diversifiées.

PRÊTS À LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE ET AU NÉPAL

La Banque asiatique de développement a accordé le 23 septembre les deux prêts suivants :

— 25 millions de dollars à la République de Corée, à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-sept ans à 8,10% ; ce prêt financera le plan de développement agricole de la région d'Incheon ;

— 4,8 millions de dollars au Népal, à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quatre ans à 10% ; ce prêt financera la réalisation du tronçon routier Hetauda-Naryangarh dans la vallée de Terai.

NOUVEAU MEXIQUE : Le République socialiste du Vietnam a été admis le 23 septembre en tant que membre de la Banque asiatique.

ÉDITIONS A. PEDONE
DROIT AÉROSPATIAL
par Nicolas MATTESCO-MATTE
Evolution, actuelle du droit européen : l'exploitation économique internationale.
Un volume de 436 pages 130 FF

Novembre 1976